**Anno 1873.** **Roma - Giovedì, 20 Novembre** **Num. 321.**

ASSOCIAZIONI

| Compresi i Rendiconti Ufficiali del Parlamento: | Trim. | Sem. | Anno |
|---|---|---|---|
| ROMA ............ L. | 11 | 21 | 40 |
| Per tutto il Regno .... » | 13 | 25 | 48 |
| Solo Giornale, senza Rendiconti: | | | |
| ROMA ............ L. | 9 | 17 | 32 |
| Per tutto il Regno .... » | 10 | 19 | 36 |

Estero, aumento spese di posta.
Un numero separato in Roma, centesimi 10, per tutto il Regno centesimi 15.
Un numero arretrato costa il doppio.
Le Associazioni decorrono dal 1° del mese.

# GAZZETTA  UFFICIALE
# DEL REGNO D'ITALIA

INSERZIONI

Annunzi giudiziari, cent. 25. Ogni altro avviso cent. 30 *per linea di colonna o spazio di linea.*

AVVERTENZE.

Le Associazioni e le Inserzioni si ricevono alla Tipografia Eredi Botta:
In Roma, via dei Lucchesi, n. 4;
In Torino, via della Corte d'Appello, numero 22;
Nelle Provincie del Regno ed all'Estero agli Uffici postali.

## PARTE UFFICIALE

Questa mattina alle ore 10 Sua Maestà il Re ricevette in udienza solenne nel grande appartamento il signor Sano Tsounetami per la presentazione delle lettere che lo accreditano nella qualità di Ministro residente di S. M. l'Imperatore del Giappone presso la Corte d'Italia.

A seconda del Cerimoniale di Corte il nuovo Ministro venne accompagnato al Real Palazzo in carrozza di gala da un Mastro di Cerimonie e presentato a S. M. dal signor Conte Panissera R. di Prefetto di Palazzo, Gran Mastro delle Cerimonie.

*Il N.* 1660 *(Serie 2ª) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

VITTORIO EMANUELE II
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Visto l'art. 5 dello Statuto fondamentale del Regno;

Sentito il Consiglio dei Ministri,

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri,

Abbiamo decretato e decretiamo quanto appresso:

*Articolo unico.* Piena ed intera esecuzione sarà data al Protocollo firmato a Costantinopoli addì 11|23 marzo 1873 fra l'Italia e la Turchia all'oggetto di ammettere i sudditi italiani in Turchia al diritto di proprietà immobiliare conceduto agli stranieri dalla legge del 7 Séfer 1284.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Firenze, addì 3 novembre 1873.

VITTORIO EMANUELE.

VISCONTI-VENOSTA.

Sa Majesté le Roi d'Italie et Sa Majesté Impériale le Sultan désirant constater, par un acte spécial, l'entente intervenu entre eux sur l'admission des sujets Italiens en Turquie au droit de propriété immobilière, concédé aux étrangers par la loi promulguée en date du 7 Séfer 1284, ont autorisé:

*Sa Majesté le Roi d'Italie*, Son Excellence Monsieur le Comte Barbolani, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près la Sublime Porte, et

*Sa Majesté Impériale le Sultan*, Son Excellence Safvet Pacha, Son Ministre des Affaires Etrangères, à signer le Protocole dont la teneur suit:

### Protocole.

La loi qui accorde aux étrangers le droit de propriété immobilière ne porte aucune atteinte aux immunités consacrées par les Traités, et qui continueront à couvrir la personne et les biens meubles des étrangers devenus propriétaires d'immeubles.

L'exercice de ce droit de propriété devant engager les étrangers à s'établir en plus grand nombre sur le territoire ottoman, le Gouvernement Impérial croit de son devoir de prévoir et de prévenir les difficultés auxquelles l'application de cette loi pourrait donner lieu dans certaines localités. Tel est l'objet des arrangements qui vont suivre:

La demeure de toute personne habitant le sol ottoman étant inviolable, et nul ne pouvant y pénétrer sans le consentement du maître, si ce n'est en vertu d'ordres émanés de l'autorité compétente et avec l'assistance du magistrat ou fonctionnaire investi des pouvoirs nécessaires, la demeure du sujet étranger est inviolable au même titre, conformément aux Traités; et les agents de la force publique ne peuvent y pénétrer sans l'assistance du Consul ou du délégué du Consul dont relève cet étranger.

On entend par demeure la maison d'habitation et ses attenances, c'est à dire, les communs, cours, jardins et enclos contigus, à l'exclusion de toutes les autres parties de la propriété.

Dans les localités eloignées de moins de neuf heures de la résidence consulaire, les agents de la force publique ne pourront pénétrer dans la demeure d'un étranger sans l'assistance du Consul, comme il est dit plus haut. De son côté, le Consul est tenu de prêter son assistance immédiate à l'autorité locale, de telle sorte qu'il ne s'écoule pas plus de six heures entre l'instant où il aura été prévenu et l'instant de son départ ou du départ de son délégué, afin que l'action de l'autorité ne puisse jamais être suspendue durant plus de 24 heures.

Dans les localités éloignées de neuf heures ou de plus de neuf heures de marche de la résidence de l'agent consulaire, les agents de la force publique pourront, sur la réquisition de l'autorité locale et avec l'assistance de trois membres du Conseil des Anciens de la commune, pénétrer dans la démeure d'un sujet étranger, sans être assistés de l'agent consulaire, mais seulement en cas d'urgence et pour la recherche ou la constatation du crime de meurtre, de tentative de meurtre, d'incendie, de vol à main armée ou avec affraction ou de nuit dans une maison habitée, de rébellion armée et de fabrication de fausse monnaie, etc., soit que le crime ait été commis par un sujet étranger ou par un sujet ottoman, et soit qu'il ait eu lieu dans l'habitation de l'étranger ou en dehors de cette habitation, et dans quelque autre lieu que ce soit.

Ces dispositions ne sont applicables qu'aux parties de la propriété qui constituent la démeure, telle qu'elle a été definie plus haut. En dehors de la demeure, l'action de la police s'éxercera librement et sans réserve, mais, dans le cas ou un individu prévenu de crime ou de délit serait arrêté et que ce prévenu serait un sujet étranger, les immunités attachées à sa personne devraient être observées à son égard.

Le fonctionnaire ou officier chargé de l'accomplissement de la visite domiciliaire, dans les circonstances exceptionnelles déterminées plus haut, et les membres du Conseil des Anciens qui l'assisteront, seront tenus de dresser procès-verbal de la visite domiciliaire et de le communiquer immédiatement à l'autorité supérieure dont ils relèvent, qui le transmettra elle même et sans retard à l'agent consulaire le plus rapproché.

Un réglement spécial sera promulgué par la Sublime Porte pour déterminer le mode d'action de la police locale dans les différents cas prévus plus haut.

Dans les localités distantes de plus de neuf heures de la résidence de l'agent consulaire et dans lesquelles la loi sur l'organisation judiciaire du vilayet sera en vigueur, les sujets étrangers seront jugés, sans l'assistance du délégué consulaire, par le Conseil des Anciens remplissant les fonctions de juge de paix et par le tribunal du Caza, tant pour les contestations n'excédant pas mille piastres que pour les contraventions n'entraînant que la condamnation à une amende de cinq-cents piastres au *maximum*.

Les sujets étrangers auront, dans tous le cas, le droit d'interjeter appel par devant le tribunal du Sandjak des sentences rendues comme il est dit ci-dessus; et l'appel sera suivi et jugé avec l'assistance du Consul, conformément aux traités.

L'appel suspendra toujours l'exécution.

Dans tous les cas, l'exécution forcée des sentences rendues dans les conditions déterminées plus haut ne pourra avoir lieu sans le concours du Consul ou de son délégué.

Le Gouvernement Impérial édictera une loi qui déterminera les règles de procédure à observer par les parties dans l'application des dispositions qui précèdent.

Les sujets étrangers, en quelque localité que ce soit, sont autorisés à se rendre spontanément justiciables du Conseil des Anciens ou des tribunaux des Cazas, sans l'assistance du Consul, dans les contestations dont l'objet n'excède pas la compétence de ces conseils ou tribunaux, sauf le droit d'appel par devant le tribunal du Sandjak où la cause sera appelée et jugée avec l'assistance du Consul ou de son délégué.

Toutefois, le consentement du sujet étranger à se faire juger, comme il est dit plus haut, sans l'assistance du Consul, devra être donné par écrit et préalablement à toute procédure.

Il est bien entendu que toutes ces restrictions ne concernent point les procès qui ont pour objet une question de propriété immobilière, lesquels seront poursuivis et jugés dans les conditions établies par la loi.

Le droit de défense et la publicité des audiences sont assurés en toute matière aux étrangers qui comparaîtront devant les tribunaux ottomans, aussi bien qu'aux sujets ottomans.

Les arrangements qui précèdent resteront en vigueur jusqu'à la révision des anciens traités, révision sur laquelle la Sublime Porte se réserve de provoquer ultérieurement une entente entre elle et les Puissances amies.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Protocole, et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait a Constantinople, le 11|23 mars mil-huit-cent-soixante-treize.

(L. S.) Barbolani. (L. S.) Safvet.

### Notificazione.

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI.

Il Governo ottomano ha indirizzato il 7 settembre p. p., ai rappresentanti degli Stati Esteri in Costantinopoli, la circolare seguente:

« È noto che, giusta una decisione precedentemente adottata, uno spazio di tempo di un anno, spirante il primo agosto p. p., era stato accordato ai sudditi delle Potenze che sottoscrissero il Protocollo del 7 séfer 1284, per trasferire ed inscrivere in loro nome, mediante il pagamento del terzo del diritto regolamentare gli immobili da essi comprati anteriormente sotto il nome di un suddito ottomano.

« In appresso altre Potenze avendo acceduto al detto Protocollo, la Sublime Porta, onde rendere la situazione eguale per tutte, ha deciso una seconda ed ultima proroga di cinque mesi, a partire dal 1° agosto p. p. Conseguentemente il tempo utile durante il quale i proprietari avranno la facoltà di fare inscrivere in loro nome gli immobili inscritti a nome di persone interposte, si trova prorogato, in modo definitivo, fino al termine dell'anno corrente. Resta inteso che, a partire da quest'ultima data, il diritto di trapasso sarà percepito integralmente. »

Roma, 9 novembre 1873.

*Il Numero* DCCLV *(Serie 2ª, parte supplementare) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

VITTORIO EMANUELE II
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Vista la deliberazione per le modificazioni dello statuto presa in assemblea generale del 1° maggio 1873 dagli azionisti della Società anonima per azioni al portatore stabilita in Roma col nome di *Società Anonima Italiana per acquisto e vendita di beni immobili*, e col capitale di lire 20,000,000 diviso in n 80,000 azioni da lire 250 ciascuna;

Visto lo statuto della Società;

Visti il R. decreto 16 febbraio 1873, numero DXLVI, e il R. decreto 6 luglio 1871, numero XCVI, cogli altri ivi citati RR. decreti relativi a detta Società;

Visto il titolo VII, libro I, del Codice di commercio;

Visti i Regi decreti 30 dicembre 1865, numero 2727, e 5 settembre 1869, n. 5256;

Sulla proposta del Ministro di Agricoltura, Industria e Commercio,

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. I.

Ai termini della citata deliberazione sociale 1° maggio 1873, l'articolo 38 dello statuto della *Società Anonima Italiana per acquisto e vendita di beni immobili*, con sede in Roma, è sostituito dal seguente:

« Art. 38. L'assemblea generale ordinaria nomina ogni anno fra gli azionisti tre revisori ai quali verranno comunicati i bilanci. Essi avranno la facoltà d'ispezionare tutti i libri della sede principale e delle succursali, quando mai esistessero, lo stato di cassa, la corrispondenza e tutto ciò che si riferisce all'Amministrazione della Società, e potranno ricercare tutte quelle notizie, informazioni e schiarimenti che troveranno del caso.

« Essi dovranno accompagnare il bilancio con speciale rapporto da presentarsi all'assemblea generale.

« I revisori durano in carica un anno e sono rieleggibili.

« L'assemblea generale ordinaria ascolta il rapporto del Consiglio d'amministrazione e quello dei revisori dei conti, delibera sulle questioni all'ordine del giorno, esamina, ammette o rigetta i conti, provvede al rimpiazzo dei membri del Consiglio d'amministrazione e decide su tutte le altre questioni che le fossero sottomesse dall'Amministrazione stessa. »

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Firenze, addì 31 ottobre 1873.

VITTORIO EMANUELE.

G. FINALI.

*Il Num.* DCCLVI *(Serie 2ª, parte supplementare) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

VITTORIO EMANUELE II
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Visto il R. decreto 9 gennaio 1872, n. CXCV, con cui fu ammessa ad operare nel Regno la Società inglese a responsabilità limitata, sedente a Londra, denominata *Ferrarese Land Reclamation Company Limited*;

Visti gli atti coi quali la Società rinunziò all'autorizzazione predetta, e il verbale del deposito della deliberazione presa a Londra dall'assemblea generale il giorno 9, fatto il 28 agosto 1873 presso la cancelleria del tribunale di commercio di Torino;

Sentito il Consiglio di Stato;

Sulla proposta del Ministro di Agricoltura, Industria e Commercio,

Abbiamo decretato e decretiamo:

*Articolo unico.*

Il R. decreto 9 gennaio 1872, n. CXCV (Serie 2ª), è revocato.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Firenze, addì 31 ottobre 1873.

VITTORIO EMANUELE.

G. FINALI.

Con decreto Reale del 31 ottobre 1873 Vitali cav. Fabio, consigliere della Corte d'appello di Bologna, venne collocato a riposo dietro sua domanda, con titolo e grado di presidente di sezione di Corte d'appello.

Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per gli affari della Guerra, S. M. ha, in udienza del 30 ottobre 1873, fatta la seguente disposizione:

Almagià Vito, tenente nell'arma d'artiglieria in aspettativa, ammesso a concorrere per occupare i due terzi degli impieghi che si facciano vacanti nei quadri del proprio grado ed arma.

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI.

### Dichiarazione.

Le Ministère des Affaires Etrangères de Sa Majesté le Roi d'Italie et le Ministère des Affaires Etrangères de la Monarchie Austro-Hongroise, désirant assurer la communication réciproque des actes des décès, sont convenus de ce qui suit:

Art. 1er.

Le Ministère Italien et le Ministère Austro-Hongrois s'engagent à obliger les fonctionnaires civils et ecclésiastiques, chargés de la tenue des régistres de l'état civil, à transmettre, en Italie à la Légation de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique à Rome, et réciproquement en Autriche-Hongrie: à la Légation de Sa Majesté le Roi d'Italie à Vienne, les actes de décès des personnes mortes sur le territoire de leurs Etats respectifs et nées ou domiciliées sur le territoire de l'autre partie contractante. La remise aura lieu d'office, sans délais, ni frais, en la forme usitée dans le pays.

Art. 2ème.

Les actes dressés dans une autre langue que la langue latine ou italienne, seront accompagnés d'une traduction en latin, dûment certifiée par l'autorité compétente.

Art. 3ème.

La présente Déclaration sera échangée contre une Déclaration analogue du Ministère Impérial et Royal Austro-Hongrois (*), et sortira ses effets un mois après sa date.

Fait à Rome, le 25 avril 1873.

*Le Ministre Secrét. d'Etat pour les Affaires Etrangères de Sa Majesté le Roi d'Italie*

VISCONTI-VENOSTA.

(*) La Dichiarazione Austro-Ungarica porta la data del 17 maggio 1873.

ORDINANZA DI SANITÀ MARITTIMA
(NUMERO 26)

Il Ministro dell'Interno

Decreta:

Le navi che da oggi in poi partiranno dal golfo di Napoli con destinazione per la Sicilia, per potervi essere ammesse in libera pratica, dovranno avere scontato a Nisida una quarantena di osservazione di 10 giorni.

Dato a Roma, li 20 novembre 1873.

*Il Ministro:* G. CANTELLI.

MINISTERO
DI AGRICOLTURA, INDUSTRIA E COMMERCIO.

### Avviso di concorso.

È aperto un concorso per titoli ed esame alle funzioni di assistente alla cattedra di chimica nell'Istituto tecnico di Udine, con l'annuo assegno di lire 1200.

A tale ufficio potrà essere unito quello pure di assistente chimico presso la Stazione Agraria, con un annuo assegno che sarà stabilito dal Consiglio della stazione stessa.

Il concorso avrà luogo innanzi ad apposita Commissione presso l'Istituto tecnico predetto.

Le domande dei concorrenti dovranno essere trasmesse alla Giunta di vigilanza sull'Istituto tecnico di Udine non più tardi del 1° dicembre prossimo venturo.

Roma, 10 novembre 1873.

*Il Direttore Capo della 4ª Divisione*

O. CABAGLIA.

DIREZIONE GENERALE DELLE POSTE.

### Avviso.

Si partecipa che con effetto dal 1° dicembre prossimo venturo verranno aperti i seguenti nuovi uffizi postali di 2ª classe:

Ajello in Calabria, provincia di Cosenza;
Cencenighe, id. di Belluno;
Cetraro, id. di Cosenza;
Fuscaldo, id. di Cosenza;
Gualdo, id. di Macerata;
Lama Mocogno, id. di Modena;
Laterza, id. di Lecce;
Ponte nell'Alpi, id. di Belluno;
Quero, id. di Belluno;
Roseto Valfortore, id. di Foggia;
San Nicandro di Bari, id. di Bari;
San Salvatore di Fitalia, id. di Messina;
San Vito Romano, id. di Roma;
Verbicaro, id. di Cosenza.

DIREZIONE GENERALE DEI TELEGRAFI.

### Avviso.

Il 15 corrente, in Crespano Veneto, provincia di Treviso, è stato aperto un ufficio telegrafico governativo al servizio del Governo e dei privati, con orario limitato di giorno.

Firenze, li 18 novembre 1873.

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO.
(3ª *pubblicazione*).

Il signor Ferrini Benedetto del fu Giovanni ha dichiarato di avere smarrita la ricevuta rilasciatagli da questa Direzione Generale in data 9 luglio 1873, col numero ordinale 254 e coi numeri 31341 di protocollo, 128847 di posizione, per le cartelle 3 per 0[0 di vecchia emissione, segnate coi numeri 16687 e 16688, della complessiva rendita di lire 15, da esso esibite per essere cambiate in altrettanto di egual rendita di nuova emissione, con richiesta che gli siano consegnati i nuovi titoli, emessi in sostituzione di quelli di cui sopra, senz'obbligo di esibire la ricevuta stessa.

Si diffida chiunque possa avere interesse, che, trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso, ove non intervengano opposizioni, saranno consegnate le nuove cartelle al signor Ferrini Benedetto, e di pieno diritto resterà annullata la dispersa ricevuta.

Firenze, li 21 ottobre 1873.

Il Direttore Capo di Divisione
*Segretario della Direzione Generale*
PAGNOLO.

Visto: Per il Direttore Generale
CIAMPOLILLO.

## PARTE NON UFFICIALE

## NOTIZIE VARIE

— Scrive la *Lombardia* in data di Milano 18 corrente:

Oggi con solenne pompa furono celebrate le esequie al conte Gabrio Casati. Due squadroni di cavalleria, e due battaglioni del 48° reggimento di fanteria erano schierati lungo il tratto di via che dalla chiesa di S. Babila mette alla casa Busca, ove abitava l'illustre estinto.

Sulla porta maggiore della chiesa, tutta parata a lutto, leggevasi:

Preci e sacrifici — per l'anima — del — Conte Gabrio Casati — Senatore del Regno — Cav. della SS. Annunziata — già — Podestà di Milano — indi — presidente del Governo provvisorio di Lombardia — e del Ministero subalpino — nel 1848 — per più legislature — presidente del Senato — si mantenne — luminoso esempio — di — religione, patriotismo, carità — Visse anni 75 e mesi 4.

Alle dieci antemeridiane nelle sale dell'appartamento del conte Casati erano raccolte tutte le Autorità civili e militari. V'erano i senatori conte Torre prefetto, Belinzaghi sindaco, conte Vitaliano Borromeo, conte Guido Borromeo, comm. Jacini, cav. Lissoni, conte Oldofredi, comm. Alessandro Porro, comm. Robecchi, commendatore Sighele, comm. Venini, i deputati Arese, Frizzi, Mazzoleni, Servolini, ecc. — il P. G. Robecchi, il cav. Gioda provveditore degli studi, gli assessori municipali Borromeo e Labus, i generali Mario Vandone, Bocca, il comandante della G. N. Pedroli, i membri della Corte d'appello, il comm. Gorla ed il cav. Locati per la deputazione provinciale, il cav. Cordero, e monsignor Calvi, per la Casa del Re, ecc.

La bara era deposta nel cortile fra due file di carabinieri in alta tenuta. Da essa, coperta di fiori, pendevano le principali decorazioni dell'estinto: cioè il collare dell'Annunziata, le due fasce degli ordini di S. Maurizio e Lazzaro e della Corona d'Italia, la medaglia commemorativa della campagna del 1859, durante la quale il conte Casati prestò l'opera sua nelle ambulanze dell'esercito, e la croce dell'Ordine della Legion d'Onore.

Poco dopo le dieci il corteggio funebre si avviò alla chiesa.

Ai lati del carro funebre su cui fu deposto il feretro erano i senatori conte Vitaliano Borromeo, commendatore Belinzaghi, conte Torre, e commendatore Sighele presidente della Corte d'appello.

Il carro funebre era preceduto da un picchetto di cavalleria, dalle deputazioni di studenti dei ginnasi, dei licei, e dei collegi Longone e Calchi-Taeggi, dalle orfane della Stella, dalle musiche militari, dalla guardia nazionale, dalle rappresentanze della Società generale degli Operai e dalla Società dei Tintori colle loro bandiere e quindi dal clero.

Seguivano il carro la famiglia del defunto, tutte le autorità ed una lunga schiera di cittadini.

Dalla chiesa al cimitero monumentale si aggiunsero al corteggio un drappello di guardia nazionale e la truppa, che rese gli onori militari spettanti all'estinto quale cavaliere dell'Annunziata.

Al cimitero il commendatore Belinzaghi, sindaco, pronunziò il seguente discorso:

« *Signori*,

« È fra i doveri più sacri la riconoscenza a quelli uomini che contribuirono all'Italia l'indipendenza e l'unità, sospiro di tante generazioni.

« Al conte Gabrio Casati, presidente del Governo provvisorio di Lombardia, spetta un posto fra i personaggi storici dell'epoca nostra.

« Corroborato l'ingegno di studii legali e matematici, volse tosto l'energica sua volontà a diffondere l'amore allo studio, e resse per molti anni alcuni dei primi Istituti del nostro paese. E quando fu desiderato che a capo dell'Amministrazione civica siedesse un magistrato in cui fossero eminenti il sapere e l'energia, gli sguardi della cittadinanza si fermarono sopra di lui.

« E fu costante sforzo del conte Casati di dare alla magistratura civica quella importanza che le fu sempre riconosciuta nella storia d'Italia, e questa sua lotta lo fece centro, quando maturarono i tempi dell'azione, al gran moto del risorgimento d'Italia.

« Presidente del Governo provvisorio, fidente nel sentimento dell'unità, senza cui non è grandezza nè forza, promosse la fusione col Piemonte, preludendo al ricongiungimento di tutte le membra sparse del bel Paese.

« Le forze impari soccombettero alla gran prova, ma se vennero i giorni del lutto non furono pel conte Casati quelli del disinganno.

« Ei visse costante nel pensiero che i conati di tutta Italia ed il generoso appoggio del Piemonte avrebbero vinto la causa. Per quel convincimento, che era sommo in lui, dell'influenza degli studii sulla prosperità del paese e della necessità di promuoverli in ogni maniera, dettò quella legge sul pubblico insegnamento, che ancora ci regge ed in cui accolse i principii della maggior libertà. Dopo aver occupato le prime cariche dello Stato, i suoi giorni si chiusero nella gioia di veder raggiunto lo scopo supremo della sua vita. In questo compenso oltre ogni misura; nella compiacenza d'una famiglia che ritrae dal suo esempio, nella stima universale ebbe il premio delle sue virtù.

« Così la progrediente prosperità della patria possa spesso rimeritare l'opera dei suoi magistrati. »

— I giornali di Milano pubblicano:

S. M. il Re Vittorio Emanuele, alla notizia della morte del conte Gabrio Casati, inviò al di lui figlio, conte Luigi Agostino, il seguente telegramma:

« *Al conte Casati, senatore del Regno* — Milano.

« Prendo la più viva parte al lutto che la « contrista per la morte del di lei genitore. Il « paese perde un patriota ed un devoto difen- « sore delle sue libertà. Accolga le mie viris- « sime condoglianze.

« Vittorio Emanuele. »

# DIARIO

Il ministro prussiano delle finanze presentò alla Camera dei deputati del Landtag, nella seduta del 17 novembre, un quadro degli introiti e delle spese del 1872, dal quale risulta che l'entrata netta salì alla cifra di 23,872,101 talleri; fu bensì riscossa la somma di 34,785,726 talleri, ma, per l'aumento nelle spese di riscossione, devono da questa somma diffalcarsi circa 10,913,629 talleri; vi furono risparmi per 3,701,652 talleri; onde rimane un sopravanzo disponibile di 27,720,055 talleri, parte dei quali è già assorbita in seguito a precedenti deliberazioni del Landtag, talmente che pel 1874 rimangono ancora disponibili 12,466,055 talleri.

La *Norddeutsche Allgemeine Zeitung*, discorrendo dei fatti di Cartagena, relativamente alla cattura del console tedesco, dice che erano intervenuti, a nome del corpo consolare, i consoli d'Inghilterra, d'Italia e di Francia. Anche il contrammiraglio italiano offerse il suo appoggio. Fu chiamato davanti a Cartagena il capo della squadra germanica. Nella mattina del 2 novembre la flotta tedesca era davanti a Cartagena. Quindi, dopo una conferenza del capitano tedesco Powels con Contreras e colla Giunta, il rappresentante del consolato germanico venne rimesso in libertà.

La relazione che fu letta dal sig. Laboulaye all'Assemblea di Versaglia a nome della Commissione dei Quindici e della quale abbiamo riferito ieri un'analisi, termina colle seguenti conclusioni:

« Nello stato di divisione in cui trovasi l'Assemblea, dopo le emozioni degli ultimi mesi e i recenti disinganni, non ci rimane che una sola occasione d'organizzare un governo, ed è quella che è venuta a sorprenderci più presto che noi la attendessimo. Se il partito conservatore ha il coraggio di rinunziare a delle speranze che esso ha nudrite per lungo tempo, ma che sono testè svanite, se non prende consiglio che dal suo patriottismo, possiamo andare d'accordo e dare al paese il governo che egli aspetta da noi. Voi non avete voluto rinunziare alla bandiera nazionale ed alle libere istituzioni delle quali essa è l'emblema; queste istituzioni, questa bandiera sono pur care a noi. È colla monarchia che voi volevate ottenere un governo costituzionale; la monarchia è affondata; ma il governo da voi desiderato, crediamo che potete averlo non meno sicuramente sotto la forma repubblicana. Se si vuole infine procurare alla Francia la protezione di cui ha bisogno non v'ha oggi altra soluzione.

« Ma se il partito conservatore non vuole organizzare, d'accordo con noi, delle libere istituzioni; s'egli non ci offre che un provvisorio di dieci anni, che un potere isolato, nè frenato, nè sostenuto da leggi costituzionali, allora, convinti della nostra impotenza, non ci rimane altro da fare che rassegnare alla nazione il mandato che essa ci ha confidato e del quale non abbiamo saputo servirci. Sarebbe questa una dolorosa estremità. Qualunque sia la fiducia nostra verso il paese, è a temersi che una nuova Assemblea costituente che sarà certamente composta diversamente dall'attuale, ma che forse non sarà meno divisa, non condanni la Francia a rientrare in quel penoso sentiero in cui si trascina di inganno in inganno da due anni in qua. Badiamo che il paese non si stanchi delle nostre agitazioni parlamentari. Non sarebbe la prima volta che un popolo, deluso nelle sue speranze più legittime, finirebbe per disgustarsi anche della libertà.

« Invece, se possiamo andare d'accordo, se il nome del maresciallo può servire di garanzia ad una transazione, se, votate le leggi organiche, il paese può ricuperare fra breve quel governo costituzionale che fece più d'una volta la nostra grandezza e la nostra prosperità; allora, invece di consumarci in cerca di quelle forme politiche che non hanno altra utilità se non quella di regolare i diversi poteri dello Stato, entreremo in pieno possesso della libertà; potremo discutere in pace e d'accordo quelle grandi quistioni di educazione, di pubblici lavori, di miglioramenti materiali, intellettuali e morali che hanno pel popolo tanto interesse quanto ne può avere la nomina di un presidente o la durata più o meno lunga del potere esecutivo.

« Qualunque sia il successo degli sforzi nostri, ci si renderà questa giustizia che noi abbiamo sinceramente cercato la conciliazione. Ci siamo eccllissati, siamo andati fino all'ultimo limite delle concessioni possibili. Per accordare al presidente della repubblica una proroga di poteri che vi rassicuri, domandiamo soltanto una cosa, ed è di uscire dal provvisorio coll'organizzare il governo legale del paese. A questa condizione siamo con voi; ma non andremo più oltre. Noi non abbandoneremo mai quelle garanzie costituzionali conquistate dalla Francia in ottant'anni di lotte e di sofferenze, quelle garanzie senza le quali la libertà non è altro che una parola, l'ordine una menzogna, ed il potere, anche il più mite, un arbitrario senza dignità. »

Ad onta che il telegrafo ci abbia già trasmesso il testo del progetto di legge che consegue alla relazione Laboulaye e che venne adottato dalla maggioranza della Commissione dei Quindici, crediamo opportuno riferirne qui la seguente esatta traduzione:

Art. 1. I poteri del maresciallo di Mac-Mahon, presidente della repubblica, gli sono continuati per un periodo di cinque anni, cominciando dal giorno della radunanza della prossima legislatura.

Art. 2. Questi poteri saranno esercitati nelle attuali condizioni sino alla votazione delle leggi costituzionali.

Art. 3. La disposizione contemplata nell'art. 1 prenderà il suo posto nelle leggi organiche e non avrà carattere costituzionale se non dopo la votazione di queste leggi.

Art. 4. Nei tre giorni susseguenti alla promulgazione della presente legge una Commissione di trenta membri sarà nominata negli uffizi per esaminare le leggi costituzionali presentate nei giorni 19 e 20 maggio 1873 all'Assemblea nazionale.

Si conferma l'accomodamento della vertenza sorta, riguardo alla Bosnia, tra l'Austria e la Sublime Porta. I giornali di Vienna recano l'epilogo di questo piccolo episodio diplomatico, e annunziano che nel di 12 novembre l'ambasciatore ottomano Kabuli-Pascià consegnò a Pesth nelle mani del conte Andrassy la Nota colla quale il governo del Sultano esprime il suo rammarico pel conflitto avvenuto. Il *Pester Lloyd* soggiunge che il conte Andrassy rispose con una Nota indirizzata a Costantinopoli, nella quale si dichiara soddisfatto delle spiegazioni ottenute, e annunzia formalmente il termine di questo incidente.

## Camera dei Deputati.

Nella tornata di ieri la Camera rinnovò la votazione per l'elezione del suo presidente; e vi assunse il deputato Biancheri con voti 189, sopra 228.

Quindi procedette alla nomina dei suoi quattro vicepresidenti, degli otto segretari e de' due questori.

De' vicepresidenti tre soli riuscirono eletti: i deputati Pisanelli, Restelli e Piroli.

Per l'ufficio di questori nessuno ottenne la maggioranza assoluta de' voti.

Lo scrutinio delle schede per la nomina de' segretari non si potè compire durante la seduta.

## Senato del Regno.

Nella tornata di ieri, il Senato udì il resoconto del vicepresidente intorno ai funerali del conte Gabrio Casati. Poscia, sotto proposta del senatore Chiesi, si diede lettura della relazione sulla nomina dei nuovi senatori, e si approvarono le conclusioni della Commissione per undici di essi. Fu presentato dal Guardasigilli il disegno di legge pel divieto dell'impiego de' fanciulli in professioni girovaghe, che venne rimandato al precedente ufficio centrale che esaminò la primitiva proposta. Si approvò senza discussione il progetto di legge per approvazione di alcuni contratti di vendita e permuta di beni demaniali, e finalmente si addivenne allo squittinio di quattro Commissioni permanenti. Il senatore Torelli ripresentò la sua proposta di legge per la vendita obbligatoria dei beni comunali che si deliberò mandare all'esame della Commissione che dovrà nominarsi per la legge forestale. Parlarono su questo argomento il proponente, i Ministri d'Agricoltura, Industria e Commercio e dell'Interno, e il senatore Gualterio. Dopo di che il Senato si aggiornò.

## BOLLETTINO DEL CHOLERA

(19 novembre).

**Provincia di Napoli.**

Napoli, casi 62, morti 28.

In altri 6 comuni complessivamente: casi 15, morti 4.

Totale dei casi nella provincia: 77, morti 32.

**Provincia di Genova.**

In tre comuni complessivamente: casi 3, morti 1.

**Provincia di Caserta.**

In quattro comuni complessivamente: casi 6, morti 1.

**Provincia di Reggio Emilia.**

In sei comuni complessivamente: casi 16, morti 9.

CAPITANERIA DI PORTO
**del compartimento marittimo di Cagliari.**

**Avviso.**

Si notifica trovarsi presso l'ufficio di porto in Carloforte una imbarcazione detta volgarmente *Yola* pitturata in bianco all'esterno ed allo interno, della lunghezza di metri 7 75, e della larghezza di metri 1 35.

La *Yola* fu ricuperata nelle acque di Capo Spartivento e fu periziata lire trenta.

Diffidasi chiunque possa avervi diritto a comprovarne la proprietà.

Cagliari, li 11 novembre 1873.

*Il Capitano di porto:* B. Alagna.

## Dispacci elettrici privati

(Agenzia Stefani)

Parigi, 19.

Il *Journal Officiel* pubblica un decreto che convoca pel 14 dicembre gli elettori dell'Aude, di Finisterre, della Senna e Oise per eleggere i loro deputati.

Londra, 19.

Il *Times* dice che l'Inghilterra in nessuna circostanza si metterà nell'imbarazzo di occupare Cuba. Soggiunge che il Congresso americano non sanzionerà l'annessione di Cuba, ma sarebbe lieto di prendere possesso dell'Avana, di Matanzas e di Santiago, per distruggervi il dominio spagnuolo, dichiarando l'isola repubblica indipendente e proteggendola contro ogni intervento straniero.

New-York, 19.

La Spagna ordinò ai comandanti delle sue navi nelle Indie Occidentali di usare le più grandi precauzioni verso le navi americane per evitare ogni causa d'irritazione.

Carlsruhe, 19.

Assicurasi che il governo badese ha riconosciuto monsignor Reinkens come vescovo dei vecchi cattolici.

Reinkens arriverà qui il 22 corrente per prestare il giuramento.

Versailles, 19.

*Seduta dell'Assemblea Nazionale.* — Rouher sostiene la proposta dell'appello al popolo e dice che accetterebbe una proroga dei poteri per 2 o 3 anni.

Naquet, della sinistra, appoggia pure l'appello al popolo.

L'emendamento che proponeva l'appello al popolo è respinto con 499 voti contro 88.

Vi furono moltissime astensioni.

Depeyre sviluppa il progetto della minoranza.

Laboulaye replica.

Il duca di Broglie dice che deve dare alcune spiegazioni e prega l'Assemblea di tenere questa notte una seduta.

Versailles, 20.

*Seduta della notte.* — Il duca di Broglie difende la politica del governo; respinge l'articolo 3° del progetto della Commissione come esprimente una sfiducia verso la parola del maresciallo Mac-Mahon il quale dichiarò che vuole le leggi costituzionali.

La Camera approva quindi con 383 voti contro 317 l'emendamento di Depeyre, il quale proroga i poteri del maresciallo Mac-Mahon per 7 anni.

Waddington dice che parecchi membri votarono l'articolo 1° di Depeyre per mostrare la loro fiducia verso Mac-Mahon, ma che se l'articolo 3° del progetto della Commissione fosse respinto, egli sarebbe costretto di respingere tutto il progetto di Depeyre. Presenta quindi un articolo addizionale, il quale reca che l'articolo 1° testè adottato avrà un carattere costituente soltanto dopo la votazione delle leggi costituzionali.

L'articolo addizionale di Waddington è respinto con 386 voti contro 321.

La Camera respinge quindi un emendamento tendente a rinnovare un terzo della Camera prima della votazione delle leggi costituzionali.

Si approva con 370 voti contro 330 l'art. 2° del progetto di Depeyre, il quale stabilisce che l'Assemblea nomini la Commissione incaricata di esaminare le leggi costituzionali.

Approvasi da ultimo con 378 voti contro 310 l'intero progetto di Depeyre.

La seduta prossima fu rinviata a lunedì e si discuterà l'interpellanza di Say.

La seduta è levata alle ore 1 1/2 antimeridiane.

Versailles, 20.

Dopo la seduta dell'Assemblea, i ministri riunitisi presso il maresciallo Mac-Mahon, gli hanno rassegnato le loro dimissioni. Il maresciallo li pregò di conservare i loro portafogli fino alla ricostituzione del gabinetto.

Credesi che il gabinetto sarà ricostituito prima di lunedì.

Tutte le voci relative al nuovo gabinetto sono finora premature.

A Parigi e in tutta la Francia regna una calma perfetta.

BORSA DI LONDRA — 19 novembre.

| | 18 | 19 |
|---|---|---|
| Consolidato inglese | 92 7/8 | 92 7/8 |
| Rendita italiana | 58 1/4 | 58 1/4 |
| Turco | 45 7/8 | 45 3/4 |
| Spagnuolo | 17 — | 17 1/8 |

BORSA DI PARIGI — 19 novembre.

| | 18 | 19 |
|---|---|---|
| Prestito francese 5 0/0 | 91 25 | 91 17 |
| Rendita id. 3 0/0 | 57 50 | 57 62 |
| Id. id. 5 0/0 | 91 05 | 91 — |
| Id. italiana 5 0/0 | 59 40 | 59 30 |
| Id. id. | — — | — — |
| Consolidato inglese | 92 7/8 | 92 13/16 |
| Ferrovie Lombardo-Venete | 365 — | 363 — |
| Banca di Francia | 4375 — | 4375 — |
| Ferrovie Romane | — — | 72 50 |
| Obbligazioni Romane | 160 — | 162 — |
| Obbligaz. Ferr. Vitt. Em. 1863 | 170 50 | 170 75 |
| Obbligaz. Ferrovie Meridionali | — — | — — |
| Cambio sull'Italia | 14 — | 14 — |
| Obbligaz. della Regia Tabacchi | — — | 475 — |
| Azioni id. id. | 740 — | 742 — |
| Londra, a vista | 25 48 | 25 50 |
| Aggio dell'oro per mille | 2 — | 2 — |
| Banca Franco-Italiana | — — | — — |

BORSA DI VIENNA — 19 novembre.

| | 18 | 19 |
|---|---|---|
| Mobiliare | 218 50 | 218 50 |
| Lombarde | 162 50 | 163 — |
| Banca Anglo-Austriaca | 142 75 | 143 75 |
| Austriache | 322 25 | 327 — |
| Banca Nazionale | 953 — | 955 — |
| Napoleoni d'oro | 9 06 1/2 | 9 07 1/2 |
| Cambio su Parigi | 44 40 | 44 60 |
| Cambio su Londra | 113 15 | 113 70 |
| Rendita austriaca | 72 60 | 73 10 |
| Id. id. in carta | 68 30 | 68 55 |
| Banca Italo-Austriaca | 33 50 | 38 50 |
| Rendita italiana 5 0/0 | — | — — |

BORSA DI FIRENZE — 19 novembre.

| | | |
|---|---|---|
| Rend. ital. 5 0/0 | 66 90 | nominale |
| Id. id. (god. 1° luglio 73 | — — | |
| Napoleoni d'oro | 23 35 | contanti |
| Londra 3 mesi | 29 25 | » |
| Francia, a vista | 116 75 | » |
| Prestito Nazionale | 64 50 | nominale |
| Azioni Tabacchi | 837 — | fine mese |
| Obbligazioni Tabacchi | — — | |
| Azioni della Banca Naz. (nuove) | 2075 — | » |
| Ferrovie Meridionali | 425 — | nominale |
| Obbligazioni id. | — — | |
| Banca Toscana | 1555 — | » |
| Credito Mobiliare | 812 1/2 | fine mese |
| Banca Italo-Germanica | 405 — | contanti |
| Banca Generale | — — | |

OSSERVATORIO DEL COLLEGIO ROMANO.
Addì 19 novembre 1873.

| | 7 ant. | Mezzodì | 3 pom. | 9 pom. | *Osservazioni diverse* |
|---|---|---|---|---|---|
| Barometro | 764 0 | 764 2 | 763 0 | 764 4 | (Dalle 9 pom. del giorno prec. alle 9 pom. del corrente) |
| Termometro esterno (centigrado) | 1 5 | 10 0 | 12 0 | 6 0 | TERMOMETRO |
| Umidità relativa | 87 | 60 | 62 | 85 | Massimo = 12 0 C. = 9 6 R. |
| Umidità assoluta | 4 45 | 5 17 | 6 53 | 5 94 | Minimo = 1 3 C. = 1 3 R. |
| Anemoscopio | N. 3 | N. 3 | Calma | Calma | Magneti. Declinometro strettissimo. |
| Stato del cielo | 10. belliss. | 10. bello | 10. belliss. | 10. bello | Verticale stretto-perturbato. Bifilare altissimo perturbato. |

LISTINO UFFICIALE DELLA BORSA DI COMMERCIO DI ROMA
del dì 20 novembre 1873.

| VALORI | GODIMENTO | Valore nominale | CONTANTI Lettera | CONTANTI Danaro | FINE CORRENTE Lettera | FINE CORRENTE Danaro | FINE PROSSIMO Lettera | FINE PROSSIMO Danaro | Nominale |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Rendita Italiana 5 0/0 | 1 semest. 74 | — | 66 95 | 66 87 | — — | — — | — — | — — | — |
| Detta detta 3 0/0 | 1 ottob. 73 | — | — — | — — | — — | — — | — — | — — | — |
| Prestito Nazionale | » | — | — — | — — | — — | — — | — — | — — | — |
| Detto piccoli pezzi | » | — | — — | — — | — — | — — | — — | — — | — |
| Detto stallonato | » | — | — — | — | — — | — — | — — | — — | — |
| Obbligazioni Beni Ecclesiastici 5 0/0 | » | — | — — | — — | — — | — — | — — | — — | — |
| Certificati sul Tesoro 5 0/0 | » | 537 50 | — — | 515 — | — — | — — | — — | — — | — |
| Detti Emiss. 1860-64 | » | — | 71 50 | 71 35 | — — | — — | — — | — — | — |
| Prestito Romano, Blount | » | — | 71 — | 70 95 | — — | — — | — — | — — | — |
| Detto Rothschild | 1 giugno 73 | — | 72 90 | 72 80 | — — | — — | — — | — — | — |
| Banca Nazionale Italiana | » | 1000 | — — | — — | — — | — — | — — | — — | — |
| Banca Romana | 1 luglio 73 | 1000 | — — | — — | — — | — — | — — | — — | 1940 |
| Banca Nazionale Toscana | » | 1000 | — — | — — | — — | — — | — — | — — | — |
| Banca Generale | 1 genn. 73 | 500 | — — | — — | — — | — — | — — | — — | 470 |
| Banca Italo-Germanica | 1 lio 73 | 500 | — — | — — | — — | — — | — — | — — | 403 |
| Banca Austro-Italiana | » | 500 | — — | — — | — — | — — | — — | — — | — |
| Banca Industriale e Commerciale | » | 250 | — — | — — | — — | — — | — — | — — | — |
| Azioni Tabacchi | » | 500 | — — | — — | — — | — — | — — | — — | — |
| Obbligazioni dette 6 0/0 | » | 500 | — — | — — | — — | — — | — — | — — | — |
| Strade Ferrate Romane | 1 ottob. 65 | 500 | — — | — — | — — | — — | — — | — — | — |
| Obbligazioni dette | 1 luglio 73 | 500 | — — | — — | — — | — — | — — | — — | — |
| SS. FF. Meridionali | » | 500 | — — | — — | — — | — — | — — | — — | — |
| Obbligazioni delle SS. FF. Meridionali | » | 500 | — — | — — | — — | — — | — — | — — | — |
| Buoni Merid. 6 0/0 (oro) | » | 500 | — — | — — | — — | — — | — — | — — | — |
| Società Romana delle Miniere di ferro | 1 maggio 67 | 537 50 | — — | — — | — — | — — | — — | — — | — |
| Società Anglo-Rom. per l'illuminazione a gas | 1 luglio 73 | 500 | — — | — — | — — | — — | — — | — — | 480 |
| Gas di Civitavecchia | » | 500 | — — | — — | — — | — — | — — | — — | — |
| Pio Ostiense | » | 430 | — — | — — | — — | — — | — — | — — | — |
| Credito Immobiliare | » | 500 | — — | — | — — | — — | — — | — — | — |
| Compagnia Fondiaria Italiana | » | 250 | 145 — | 142 — | — — | — — | — — | — — | — |
| Rendita Austriaca | | — | — — | — — | — — | — — | — | — — | — |

| CAMBI | Giorni | Lettera | Danaro | Nominale |
|---|---|---|---|---|
| Ancona | 30 | — — | — — | — — |
| Bologna | 30 | — — | — — | — — |
| Firenze | 30 | — — | — — | — — |
| Genova | 30 | — — | — — | — — |
| Livorno | 30 | — — | — — | — — |
| Milano | 30 | — — | — — | — — |
| Napoli | 30 | — — | — — | — — |
| Venezia | 30 | — — | — — | — — |
| Parigi | 90 | 114 70 | 114 65 | — — |
| Marsiglia | 90 | | | — — |
| Lione | 90 | — — | — | — — |
| Londra | 90 | 29 21 | 29 18 | — — |
| Augusta | 90 | — — | — — | — — |
| Vienna | 90 | — — | — — | — — |
| Trieste | 90 | — — | — — | — — |
| Oro, pezzi da 20 franchi | | 23 32 | 23 30 | — — |
| Sconto di Banca 5 p. 0/0 | | | | |

OSSERVAZIONI

*Prezzi fatti del 5 0/0:* 2° semes. 1873 — 69 05 cont.; 69 10 fine.
Cert. emiss. 1860-64 71 35.
Prestito Blount 71.
Comp. Fond. Italiana 145 cont.

*Il Deputato di Borsa:* R. Rinaldi.
*Il Sindaco:* A. Pieri.

**ALLEGATO D — Elenco degli Enti morali ecclesiastici soppressi e delle rendite 5 per cento da inscriversi sul Gran Libro del Debito Pubblico a favore del Fondo per il Culto in esecuzione delle leggi di liquidazione dell'Asse ecclesiastico (leggi 7 luglio 1866, n. 3036 e 15 agosto 1867, n. 3848) annesso al R. decreto 9 ottobre 1873, N. 1631 (Serie 2ª).**

(*Continuazione — Vedi num.* 319)

| Numero progressivo | Denominazione dell' Ente morale ecclesiastico soppresso | Sede dell'Ente morale ecclesiastico soppresso — Comune | Sede dell'Ente — Provincia | Rendita annua — dovuta pei beni stabili devoluti al Demanio | Rendita annua — corrispondente alla tassa straordinaria del 30 per cento imposta sul patrimonio ecclesiastico | Differenza fra le rendite esposte nelle colonne 5 e 6 — Credito del fondo per il culto per *rendita annua a inscriversi* sul Gran Libro — Colonne 5-6 | Differenza — Debito del fondo per il culto per *rendita annua a prelevarsi* a favore del Demanio a saldo tassa del 30 per cento - Col. 6-5 | Decorrenza stabilita nelle liquidazioni per la iscrizione o per la prelevazione delle rendite a credito od a debito del fondo per il culto | Rate della rendita accertata per la tassa di manomorta liquidate pel tempo decorso dalla presa di possesso dei beni immobili operata per gli effetti della conversione ordinata dalla legge 7 luglio 1866 fino al giorno in cui entrò in vigore la legge di soppressione, e già pagate agli investiti degli Enti morali sul fondo costituito dagli interessi della rendita iscritta al Demanio col R. decreto 17 febbraio 1870, n. 5519 | Rate arretrate liquidate a favore del fondo per il culto — sulla rendita esposta nella colonna 5 dalla presa di possesso dei beni stabili a tutto il 8 sett. 1867 pegli enti morali soppressi dalla legge 7 luglio 1866 | sulla rendita esposta nella col. 7 — dal 4 settembre 1867 oppure dalla presa di possesso dei beni stabili a tutto dicembre 1868 | sulla rendita esposta nella col. 7 — dal 1° gennaio 1869 oppure dalla presa di possesso dei beni stabili a tutto dicembre 1870 | sulla rendita esposta nella col. 7 — dal 1° gennaio 1871 oppure dalla presa di possesso dei beni stabili fino all'epoca indicata nella col. 9 | TOTALE — Colonne 11 + 12 + 13 + 14 | Ritenuta per imposta di ricchezza mobile — 8 80 per cento sulla rata di rendita esposta nella colonna 13 | Ritenuta — 13 20 per cento sulla rata di rendita esposta nella colonna 14 | Ritenuta — TOTALE — Colonne 16 + 17 | Credito del fondo pel culto per *rate arretrate di rendita* depurate dalla ritenuta per imposta di ricchezza mobile - Col. 15—18 | Debito del fondo pel culto per *rate arretrate di tassa del 30 per cento* liquidate sulla rendita esposta nella colonna 8 dal 4 settembre 1867 oppure dalla presa di possesso dei beni d'ogni natura fino all'epoca indicata nella col. 9 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 |
| 1 | Canonicato della Penitenzieria nella collegiata dei Ss. Pietro e Dalmazzo in | Alessandria | Alessandria | 286 59 | 222 93 | 63 66 | » | | 214 52 | | 84 35 | 127 32 | 31 83 | 243 50 | 11 20 | 4 20 | 15 40 | 228 10 | 212 13 |
| 2 | Canonicato dei Ss. Giuseppe e Rocco nella collegiata di | Asti | Id. | » | 147 06 | » | 147 06 | | » | | » | » | » | » | » | » | » | » | 533 46 |
| 3 | Chiesa ricettizia di S. Maria del Ponte in | Tione | Aquila | 1355 18 | 420 40 | 934 78 | » | | » | | 602 38 | 1869 46 | 467 37 | 2939 21 | 164 51 | 61 66 | 226 17 | 2713 04 | 286 10 |
| 4 | Collegiata di S. Michele Arcangelo in | Ariano | Avellino | 533 70 | 1160 24 | » | 626 54 | | 410 86 | | » | » | » | » | » | » | » | » | 2394 66 |
| 5 | Cappellania Meda in | Abbiate Guazzone | Como | » | 99 » | » | 99 » | | » | | » | » | » | » | » | » | » | » | 854 72 |
| 6 | Beneficio della Beata Vergine Annunziata in | Casalmaggiore | Cremona | » | 24 42 | » | 24 42 | | » | | » | » | » | » | » | » | » | » | 93 41 |
| 7 | Legato Alzani nella patrocchiale di | Persico | Id. | » | 6 99 | » | 6 99 | | » | | » | » | » | » | » | » | » | » | 26 62 |
| 8 | Cappella della Madonna del Soccorso nella chiesa della SS. Annunziata in | Firenze | Firenze | » | 84 67 | » | 84 67 | 1° luglio 1871 | » | | » | » | » | » | » | » | » | » | 323 86 |
| 9 | Beneficio di S. Caterina a Castrocaro di | Rocca S. Casciano | Id. | 172 76 | 70 98 | 101 78 | » | | » | | 70 40 | 203 56 | 50 89 | 324 85 | 17 91 | 6 72 | 24 63 | 300 22 | 44 95 |
| 10 | Beneficio dei Ss. Biagio e Lucia nella cattedrale di. | Rimini | Forlì | 383 83 | 115 15 | 268 68 | » | | 193 04 | | 356 » | 537 36 | 134 34 | 1027 70 | 47 29 | 17 73 | 65 02 | 962 68 | » |
| 11 | Beneficio Gregorio Domenico in | Librizzi | Messina | » | 32 90 | » | 32 90 | | » | | » | » | » | » | » | » | » | » | 125 84 |
| 12 | Legato Pafumi Nunzia in | Motta Camastra | Id. | 92 21 | 31 49 | 60 72 | » | | » | | » | 4 22 | 30 36 | 34 58 | 0 37 | 4 01 | 4 38 | 30 20 | 102 52 |
| 13 | Beneficio dell'Immacolata Concezione nella collegiata di | Terranova | Reggio Calabria | 319 29 | 95 79 | 223 50 | » | | » | | 234 06 | 447 » | 111 75 | 792 81 | 39 34 | 14 75 | 54 09 | 738 72 | 26 61 |
| | Ammontare complessivo delle rendite annue e dei relativi arretrati liquidati a tutto giugno 1871 . . . L. | | | 3143 51 | 2512 02 | 1653 07 | 1021 58 | | 818 42 | | 1347 19 | 3188 92 | 826 54 | 5362 65 | 280 62 | 109 07 | 389 69 | 4972 96 | 4524 58 |
| | Facendosi luogo all'iscrizione della rendita con decorrenza dal 1° luglio 1873, si aggiungono alle rate arretrate liquidate fino all'epoca indicata nella colonna 9, le rate maturate nel tempo decorso dalla detta epoca a tutto giugno 1873, sul complessivo ammontare delle rendite annue esposte nelle colonne 7 e 8 . . . F. | | | | | | | | » | | » | » | 3306 14 | 3306 14 | » | 436 41 | 436 41 | 2869 73 | 2043 16 |
| | Ammontare complessivo delle rate arretrate di rendita e di tassa del 30 per cento liquidate a tutto giugno 1873 . . . L. | | | | | | | | 818 42 | | 1347 19 | 3188 92 | 4132 68 | 8668 79 | 280 62 | 545 48 | 826 10 | 7842 69 | 6568 04 |

Castello S. Giacomo presso Entraque, addì 9 ottobre 1873.

Visto d'ordine di S. M.
*Il Ministro delle Finanze*: M. MINGHETTI.

Visto d'ordine di S. M.
*Il Ministro di Grazia, Giustizia e dei Culti*: P. O. VIGLIANI.

**ALLEGATO E — Elenco degli Enti morali ecclesiastici soppressi e delle rendite 5 per cento da inscriversi sul Gran Libro del Debito Pubblico a favore del Fondo per il Culto in esecuzione delle leggi di liquidazione dell'Asse ecclesiastico (leggi 7 luglio 1866, n. 3036, e 15 agosto 1867, n. 3848) annesso al R. decreto 9 ottobre 1873, N. 1631 (Serie 2ª).**

| Numero progressivo | Denominazione dell' Ente morale ecclesiastico soppresso | Sede dell'Ente morale ecclesiastico soppresso — Comune | Sede dell'Ente — Provincia | Rendita annua — dovuta pei beni stabili devoluti al Demanio | Rendita annua — corrispondente alla tassa straordinaria del 30 per cento imposta sul patrimonio ecclesiastico | Differenza fra le rendite esposte nelle colonne 5 e 6 — Credito del fondo per il culto per *rendita annua a inscriversi* sul Gran Libro — Colonne 5-6 | Differenza — Debito del fondo per il culto per *rendita annua a prelevarsi* a favore del Demanio a saldo tassa del 30 per cento - Col. 6-5 | Decorrenza stabilita nelle liquidazioni per la iscrizione o per la prelevazione delle rendite a credito od a debito del fondo per il culto | Rate della rendita accertata per la tassa di manomorta liquidate pel tempo decorso dalla presa di possesso dei beni immobili operata per gli effetti della conversione ordinata dalla legge 7 luglio 1866 fino al giorno in cui entrò in vigore la legge di soppressione, e già pagate agli investiti degli Enti morali sul fondo costituito dagli interessi della rendita iscritta al Demanio col R. decreto 17 febbraio 1870, n. 5519 | Rate arretrate liquidate a favore del fondo per il culto — sulla rendita esposta nella colonna 5 dalla presa di possesso dei beni stabili a tutto il 8 sett. 1867 pegli enti morali soppressi dalla legge 7 luglio 1866 | sulla rendita esposta nella col. 7 — dal 4 settembre 1867 oppure dalla presa di possesso dei beni stabili a tutto dicembre 1868 | sulla rendita esposta nella col. 7 — dal 1° gennaio 1869 oppure dalla presa di possesso dei beni stabili a tutto dicembre 1870 | sulla rendita esposta nella col. 7 — dal 1° gennaio 1871 oppure dalla presa di possesso dei beni stabili fino all'epoca indicata nella col. 9 | TOTALE — Colonne 11 + 12 + 13 + 14 | Ritenuta per imposta di ricchezza mobile — 8 80 per cento sulla rata di rendita esposta nella colonna 13 | Ritenuta — 13 20 per cento sulla rata di rendita esposta nella colonna 14 | Ritenuta — TOTALE — Colonne 16 + 17 | Credito del fondo pel culto per *rate arretrate di rendita* depurate dalla ritenuta per imposta di ricchezza mobile - Col. 15—18 | Debito del fondo pel culto per *rate arretrate di tassa del 30 per cento* liquidate sulla rendita esposta nella colonna 8 dal 4 settembre 1867 oppure dalla presa di possesso dei beni d'ogni natura fino all'epoca indicata nella col. 9 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 |
| 1 | Canonicato Bornate sotto il titolo di S. Francesco di Sales in S. Maria della Neve di | Alessandria | Alessandria | » | 103 60 | » | 103 60 | | » | | » | » | » | » | » | » | » | » | 448 07 |
| 2 | Beneficio dei Ss. Francesco e Margherita in San Francesco di | Cortona | Arezzo | » | 52 28 | » | 52 28 | | » | | » | » | » | » | » | » | » | » | 207 78 |
| 3 | Chiesa ricettizia di S. Maria la Porta in | Palo del Colle | Bari | 10688 41 | 3950 20 | 6738 21 | » | | » | | 2938 61 | 13476 42 | 6738 21 | 23153 24 | 1185 92 | 889 44 | 2075 36 | 21077 88 | 3511 29 |
| 4 | Benefizi riuniti, canonicato Sala, S. Nicolò in S. Giorgio, S. Maria Bianca in Primazzo, S. Pancrazio in S. Silvario, ora tutti nella metropolitana di | Bologna | Bologna | » | 92 96 | » | 92 96 | | » | | » | » | » | » | » | » | » | » | 402 05 |
| 5 | Chiesa ricettizia di S. Stefano in | Settefrati | Caserta | 627 57 | 475 82 | 151 75 | » | | » | | 120 56 | 303 50 | 151 75 | 575 81 | 26 71 | 20 03 | 46 74 | 529 07 | 252 45 |
| 6 | Capitolo della collegiata di S. Restituta in | Sora | Id. | 3951 08 | 1565 25 | 2385 83 | » | | 3049 96 | | 3161 23 | 4771 66 | 2385 83 | 10318 72 | 419 91 | 314 93 | 734 64 | 9583 88 | 702 85 |
| 7 | Cappella di S. Michele Arcangelo in S. Pietro a Cascia in | Reggello | Firenze | » | 30 74 | » | 30 74 | | » | | » | » | » | » | » | » | » | » | 132 95 |
| 8 | Clero ricettizio di | Alberona | Foggia | 592 47 | 732 20 | » | 139 73 | | » | | » | » | » | » | » | » | » | » | 1103 » |
| 9 | Cappellania Seroviria in | Licata | Girgenti | » | 52 02 | » | 52 02 | | » | | » | » | » | » | » | » | » | » | 224 99 |
| 10 | Fidecommissaria Sarto Angelo in | Palma Montechiaro | Id. | » | 26 14 | » | 26 14 | | » | | » | » | » | » | » | » | » | » | 113 06 |
| 11 | Canonicato tesorierale nella chiesa ricettizia di | Galatone | Lecce | 23 60 | 7 08 | 16 52 | » | | 17 90 | | 21 89 | 33 04 | 16 52 | 71 45 | 2 91 | 2 18 | 5 09 | 66 36 | » |
| 12 | Clero ricettizio di | Tiggiano | Id. | 162 95 | 176 57 | » | 13 62 | | » | | » | » | » | » | » | » | » | » | 309 21 |
| 13 | Legato Casella Giuseppe ed Agata in | Roccavaldina | Messina | » | 3 70 | » | 3 70 | 1° gennaio 1872 | » | | » | » | » | » | » | » | » | » | 16 » |
| 14 | Beneficio dello Sposalizio di M. V. nella parrocchiale di | Fontanellato | Parma | 140 22 | 52 16 | 88 06 | » | | » | | » | 142 61 | 88 06 | 230 67 | 12 55 | 11 62 | 24 17 | 206 50 | 88 96 |
| 15 | Beneficio di S. Antonio da Padova nella parrocchiale di | Id. | Id. | 213 41 | 64 02 | 149 39 | » | | » | | » | 241 93 | 149 39 | 391 32 | 21 29 | 19 72 | 41 01 | 350 31 | 109 19 |
| 16 | Beneficio consorzialato di S. Maria detto di Roberto da Carizio in | Parma | Id. | » | 93 05 | » | 93 05 | | » | | » | » | » | » | » | » | » | » | 402 44 |
| 17 | Legato dell'altare della B. V. della Consolazione in S. Andrea di | Id. | Id. | » | 19 02 | » | 19 02 | | » | | » | » | » | » | » | » | » | » | 82 27 |
| 18 | Cappellania dell'Immacolata Vergine e di San Siro nella cattedrale di | Pavia | Pavia | » | 18 » | » | 18 » | | » | | » | » | » | » | » | » | » | » | 72 23 |
| 19 | Clero ricettizio dei Ss. Pietro e Paolo in | Marsicovetere | Potenza | 1695 80 | 769 14 | 926 66 | » | | » | | 342 35 | 1853 32 | 926 66 | 3122 83 | 163 09 | 122 32 | 285 41 | 2836 92 | 734 95 |
| 20 | Chiesa ricettizia di S. Maria delle Grazie in | S. Eufemia | Reggio Calabria | 3688 27 | 1663 05 | 2025 22 | » | | » | | 1907 41 | 4050 44 | 2025 22 | 7983 07 | 356 44 | 267 33 | 623 77 | 7359 30 | 434 96 |
| 21 | Mansioneria Rovesti o della SS. Annunziata in | Gualtieri | Reggio Emilia | 57 85 | 17 36 | 40 49 | » | | » | | 15 18 | 80 98 | 40 49 | 136 65 | 7 13 | 5 34 | 12 47 | 124 18 | 16 49 |
| 22 | Clero ricettizio di S. Michele Arcangelo in | Rutino | Salerno | 340 66 | 237 25 | 103 41 | » | | » | | » | 192 74 | 103 41 | 296 15 | 16 96 | 13 65 | 30 61 | 265 54 | 346 65 |
| 23 | Cappellania di S. Antonio Abate in | Pont Canavese | Torino | » | 34 97 | » | 34 97 | | » | | » | » | » | » | » | » | » | » | 151 24 |
| 24 | Beneficio Cannuso Vincenzo in | Salemi | Trapani | » | 79 57 | » | 79 57 | | » | | » | » | » | » | » | » | » | » | 344 14 |
| | Ammontare complessivo delle rendite annue e dei relativi arretrati liquidati a tutto dicembre 1871 . . . L. | | | 23182 29 | 10816 15 | 12625 54 | 759 40 | | 3067 86 | | 8507 23 | 25146 64 | 12625 54 | 46279 41 | 2212 91 | 1666 56 | 3879 47 | 42399 94 | 10207 21 |
| | Facendosi luogo all'iscrizione della rendita con decorrenza dal 1° luglio 1873, si aggiungono alle rate arretrate liquidate fino all'epoca indicata nella colonna 9, le rate maturate nel tempo decorso dalla detta epoca a tutto giugno 1873, sul complessivo ammontare delle rendite annue esposte nelle colonne 7 e 8 . . . L. | | | | | | | | » | | » | » | 18938 31 | 18938 31 | » | 2499 86 | 2499 86 | 16438 45 | 1139 10 |
| | Ammontare complessivo delle rate arretrate di rendita e di tassa del 30 per cento liquidate a tutto giugno 1873 . . . L. | | | | | | | | 3067 86 | | 8507 23 | 25146 64 | 31563 85 | 65217 72 | 2212 91 | 4166 42 | 6379 33 | 58838 33 | 11346 31 |

Castello S. Giacomo presso Entraque, addì 9 ottobre 1873.

Visto d'ordine di S. M.
*Il Ministro delle Finanze*: M. MINGHETTI.

Visto d'ordine di S. M.
*Il Ministro di Grazia, Giustizia e dei Culti*: P. O. VIGLIANI.

(Continua)

DECRETO.

(1ª *pubblicazione*)

Il R. tribunale civile e correzionale di Busto Arsizio riunito in camera di consiglio nelle persone delli dottori Vivenzio cav. Tagliabue, presidente; Bonfanti Francesco, giudice; ed Eugenio Rossano aggiunto giudiziario:

Sul presente ricorso udita la relazione del giudice delegato;

Osservato che eredi della sostanza nella parte legittima del fu Baldassare Missaglia sono, e non altri, che i di lui figli Ambrogio, Francesco, Luigi e Catterina maritata Grossoni, Annunziata vedova Casale, Nina maritata Grossoni, Maria maritata Portatadino e per questa defunta i di lei figli Giovanni Angelo, Domenico, Angiolina, Teresa maggiorenni, Francesco, Ambrogio, e Carolina Portatadino minorenni, e nella parte disponibile i detti tre figli maschi Ambrogio, Francesco, Luigi, con vincolo dell'usufrutto a favore di Antonio Maria Missaglia, come risulta dal testamento del predetto Baldassare Missaglia 12 dicembre 1873, rogato Missaglia, e dagli atti di notorietà 10 aprile e 5 agosto 1873 eretti presso la R. pretura di Somma Lombardo;

Ritenuto che, fra la sostanza abbandonata dal defunto Baldassare Missaglia trovasi anche la diciottesima parte dei cinque certificati del Debito Pubblico qui sotto descritti a riguardo dei quali detto Antonio Maria Missaglia ha fatto la debita rinuncia dell'usufrutto a favore degli altri suecitati eredi della disponibile del fu Antonio Missaglia come viene provato dal brevetto 28 settembre 1873, rogato Missaglia;

Ritenuto che, sopra tali certificati la nona parte appartiene all'eredità giacente di Giuseppe Mattai Del Moro rappresentata dal curatore Antonio Fontana avvocato;

Ritenuto che al signor avvocato Antonio Fontana fu fatta regolare procura dagli altri condomini qui appresso indicati, per esigere le rimanenti porzioni sopra i medesimi certificati;

Visti gli articoli 78 e 91 del regolamento per l'amministrazione del Debito Pubblico 8 ottobre 1870, num. 5942,

**Dichiara:**

1° All'eredità di Baldassare Missaglia fu Bartolomeo, morto il 17 gennaio 1871, sono successori nella porzione disponibile non altri che i di lui figli maschi Ambrogio, Luigi e Francesco domiciliati in Somma Lombardo (avendo il fratello Antonio Maria Missaglia fu Bartolomeo rinunziato all'usufrutto in quanto riguarda i certificati del Debito Pubblico qui sotto descritti) e nella porzione legittima per parte eguale i detti figli maschi, e figlie Catterina maritata Grossoni, Annunciata, or vedova Casale, Nina maritata Grossoni, questa domiciliata in Zorlesco, e le prime in Somma Lombardo, e per Maria Francesca altra figlia del Baldassare Missaglia maritata Portatadino, predefunta il 15 febbraio 1863, i di lei figli ed eredi *ab intestato* Angiolina, Giovanni Angelo, Domenico, Teresa, Francesco, Ambrogio e Carolina, gli ultimi tre minori rappresentati dal padre Pietro Portatadino, tutti domiciliati in Somma Lombardo;

2° Autorizzarsi la Direzione Generale del Debito Pubblico anche nell'interesse di detti minori Portatadino e dell'eredità giacente del fu Giuseppe Mattai Del Moro, a tramutare in titoli di rendita al portatore del consolidato italiano 5 0/0 i certificati n. 13330, per la rendita di lire 95; n. 13331, per la rendita di lire 190; n. 13332, per la rendita di lire 700; n. 13333, per la rendita di lire 80; num. 13334, per la rendita di lire 5; n. 48917, per la rendita di lire 5; i primi in data di Milano 6 settembre 1862, l'ultimo in data di Milano 19 febbraio 1867, intestati alla cappellania ecclesiastica sotto l'invocazione di S. Vito nella chiesa sussidiaria di S. Vito in Somma Lombardo;

3° Aggiudicarsi di detta rendita ascendente a lire 1075, la diciottesima parte pari a lire 59 72 5 ai figli ed eredi del fu Baldassare Missaglia, e cioè lire 14 22 a cadauno dei tre maschi Ambrogio, Luigi e Francesco, e lire 4 26 6 a cadauna delle figlie Catterina maritata Grossoni, Annunziata vedova Casale, Nina rimaritata Grossoni, ed a' sette figli ed eredi della predefunta Maria Francesca maritata Portatadino, e cioè Angiolina, Giovanni Angelo, Domenico, Teresa, Francesco, Ambrogio e Carolina, in ragione di lire 0 60 93 per ciascuno, e così di lire 1 83 di rendita per gli ultimi tre minori;

4° Aggiudicarsi di tale rendita la nona parte, pari a lire 119 45, all'eredità giacente di Giuseppe Mattai Del Moro, rappresentata dal curatore avv. Antonio Fontana fu Camillo, residente in Milano, il quale viene autorizzato ad ottenere il rilascio delle emittende cartelle al portatore, a realizzarle, e versarne l'incasso dopo dedotta la proporzionale tassa di rivendicazione e spese relative, non che di curatela, nella Cassa depositi, a sensi dell'art. 982 Codice civile;

5° Autorizzarsi la sullodata Direzione del Debito Pubblico a rilasciare tutte dette cartelle al detto avvocato Antonio Fontana qual curatore come sopra e procuratore speciale degli altri interessati, e cioè Francesco Cova fu Francesco di Cantù, cui spetta un nono, pari a lire 119 45 di detta rendita; Serafino Cova id. di Somma Lombardo, lire 119 45; Giuseppe Cova id. id., lire 119 44; fratelli Luigi-Angelo di Milano, Giacomo di Rapallo ed Ambrogio fu Amedeo di Somma Lombardo un nono ripartibile fra loro, 119 44; Giovanni, Giuseppe e Luigi fratelli Cova fu Galeazzo di Casale id., lire 119 44; Giovanni Cova fu Gaspare di Milano id., lire 119 44; e sacerdote Gaspare Casolo fu Francesco di Samarate id., lire 119 44, e finalmente Antonio Maria Missaglia fu Bartolomeo di Somma un diciottesimo, pari a lire 59 72 5;

6° Ordinarsi l'iscrizione ed alienazione a mezzo di agente di cambio accreditato delle quote inferiori al *minimum* di rendita, con incarico e facoltà di consegnare direttamente il prezzo ricavato al ricorrente quale curatore e procuratore, come sopra, per l'opportuno riparto fra i vari cointeressati.

Busto Arsizio, addì 10 novembre 1873.

Il presidente: Tagliabue.

6252 — L. Andreetta vicecanc.

RINUNCIA D'EREDITÀ.

Il vicecancelliere della pretura di San Sepolcro rende pubblicamente noto che il signor Carlo del fu Luigi Comucci, farmacista in S. Giovanni Val d'Arno, per mezzo del suo mandatario speciale signor dott. Giovanni Galli di San Sepolcro, ha dichiarato in questa cancelleria di renunziare, siccome renunzia, alla eredità lasciata dal fu Luigi Comucci di lui padre, già farmacista in San Sepolcro, non volendo risentire nè utile, nè danni che derivar potessero dalla eredità medesima.

Dalla cancelleria della pretura di San Sepolcro, li 17 novembre 1873.

6212 — Francesco Peruzzi vicecanc.

5985 — ESTRATTO DI DECRETO.

(2ª *pubblicazione*)

Il tribunale di Napoli, 1ª sezione, con suo decreto 29 ottobre 1873 ha ordinato alla Direzione Generale del Debito Pubblico del Regno d'Italia di tramutare a favore di Amalia, Concetta ed Emmanuele Lettieri fu Vincenzo l'annua rendita di L. 1505 contenuta nei tre certificati: il 1° del 20 settembre 1862, numero 44816, e di posizione 9864, per lire 1055, in testa di Arau Filomena fu Giovan Battista; il 2° del 23 agosto 1871, n° 86789, e di posizione 57447, per lire 445, in testa di Arau Filomena fu Giovan Battista, vedova di Lettieri Vincenzo; il 3° del 1° agosto 1865, n° 112796, e di posizione 44867, per L. 5, in testa alla medesima, e convertirla in cartelle al portatore da consegnarsi per annue L. 500 ad essa Concetta Lettieri, per altre L. 500 ai coniugi Amalia Lettieri e Luigi Maldorpi, e L. 505 ad Emmanuele Lettieri, restando a di costui cura indennizzare le coeredi Concetta ed Amalia della quota loro spettante sulle annue L. 5 che ha ricevute di più.

Il procuratore Gennaro Morabito.

ATTO DI CITAZIONE

*per proclami pubblici a comparire in via formale dinanzi il Regio tribunale civile e correzionale di Milano.*

L'anno 1873 alli ventisette del mese di ottobre in Milano.

Richiesto io Bergomi Michele, usciere del tribunale civile e correzionale di Milano, dal signor marchese Rescalli Alessandro rappresentato dal signor avvocato Luigi Sartirana, suo procuratore per mandato 11 settembre 1868, autenticato Lauria, ritenuta l'autorizzazione data dal tribunale suddetto con decreto 31 maggio 1869, debitamente registrato, ho citato in via di reiterazione giusta l'articolo 382 del Codice di procedura civile gli individui infranominati, con dichiarazione che non comparendo la causa sarà proseguita e decisa in contumacia di essi, nel modo e per gli oggetti seguenti:

Il signor marchese Alessandro Rescalli con atto dell'usciere G. M. Sozzi delli 2 giugno 1869 istituì giudizio formale davanti il tribunale civile di Milano per far dichiarare competere a lui *preindicirso* col padre suo marchese Paolo Rescalli la esclusiva ed assoluta proprietà di terza parte degli stabili dallo stesso padre suo posseduti nei comuni di Arconate, Bienate, Bustogarolfo, Dairago, Villa Cortese e Legnano, provincia di Milano, descritti nei certificati storico-censuari dal richiedente prodotti, e spettare a lui l'esclusivo godimento dei proventi tutti di quei beni dal giorno 15 dicembre 1866, e dovere il marchese Paolo Rescalli, o chi per esso, dargliene conto, ed essere luogo alla divisione di quei medesimi beni ed all'assegno di terza parte di essi al richiedente marchese Alessandro e delle altre due terze parti al marchese Paolo Rescalli, con pronunciarsi la nullità di tutte le iscrizioni, prenotazioni, trascrizioni ed altri vincoli fatti registrare all'ufficio delle ipoteche di Milano rispetto ai suddetti beni, od almeno quanto alla terza parte di essi, ordinandosi la cancellazione delle seguite registrazioni apparenti dallo stato ipotecario 15 giugno 1868, con facoltà al conservatore delle ipoteche in Milano di fare tale cancellazione, colle spese a carico dei convenuti.

Sono comparsi dietro la suddetta citazione li signori Luigi e Carlo Gallotti ed il cavaliere Angelo Villa Pernice per mezzo dell'avvocato cavaliere Francesco Goris,

Bonacossa donna Giuseppina in persona dell'avvocato cavaliere Giuseppe Broglio,

Manini Luigi per mezzo dell'avvocato G. Donati,

Bertolini Gio. per mezzo dell'avvocato Gaetano Pelli,

La Direzione del Demanio in persona dell'avvocato Colombo,

Ed il marchese Paolo Rescalli, prima in persona dell'avvocato Eugenio Zuccoli, e morto questo sottentrata nella curatela la moglie dello stesso marchese Paolo, marchesa Anna Groppallo, in persona dell'avvocato Gaetano Polli.

Non si sono presentati li signori D. Giulio Ratti preposto della chiesa di San Fedele in Milano,

Nobile Luigi Oltrona Visconti, Carcano dottor Luigi, Gnecchi Paolo, ragioniere Gio. Ferrario di Milano, quali fabbricieri della Chiesa di San Fedele,

Marchesa Anna Groppallo Rescalli, Villa ingegnere Achille, Pessina Giovanni, Legnani ragioniere Emilio, Giulio, Francesco, Virginia, Francesca, Carolina, Antonia, Giuseppina, Elena, Celeste, Antonio, Laura e Luigi Prandoni, quali eredi del fu Pietro, dei quali il detto ragioniere Legnani è procuratore generale,

Bettoni Giuseppe, Belinzaghi cavaliere Giulio, Gauthier ingegnere Felice assente e di ignota dimora, e per esso il suo procuratore e avvocato Filippo Galimberti, Curti avvocato Pier Ambrogio, Strazza Flaminio e Luigi, Broglio avvocato Giuseppe, Costino Giuseppe, Carignani cavaliere Paolo direttore demaniale, Piolti Domenico capo mastro, Cornegliani nobile Costanzo, Garroni Luigi di Giuseppe residenti tutti in Milano, e Mazzola Giuseppe residente in Torino, Martinetti Vincenzo fu Carlo residente in Parma, e Maffei cavaliere Andrea, già residente in Riva di Trento, ora in Firenze.

Furono depositati nella cancelleria del tribunale civile e lo saranno di nuovo i documenti tutti enunciati nella summentovata prima citazione non che quelli comunicati nella successiva comparsa notificati alle parti costituite.

Essendo essa, come si disse di sopra, stata fatta per proclami, e non in persona propria dei convenuti, e pel dubbio che possa rendersi necessaria una nuova citazione;

Gli è perciò che il richiedente insta di nuovo citarsi come infatti io sottoscritto usciere addetto al tribunale civile e correzionale di Milano ho citato e cito nuovamente tutte le persone dianzi nominate, che non si presentarono in seguito alla precedente citazione, comprendendo tra i citati anche li signori Luigi e Carlo Gallotti, residenti in Milano, a comparire davanti il prelodato tribunale civile e correzionale di Milano nella via formale entro il termine di giorni venticinque prossimi, perchè abbiasi di statuire in loro contraddittorio sulle istanze suenunciate, diffidandoli che non comparendo, la causa verrà proseguita in loro contumacia.

Copia di quest'atto ho fatto inserire nei giornali *La Lombardia* di Milano in cui si fanno gli annunzi giudiziali per la provincia di Milano e nella *Gazzetta Ufficiale del Regno*, a tenore del suddetto decreto 31 maggio 1869.

6238 — Bergomi Michele, usciere.

6004 — AVVISO.

(2ª *pubblicazione*)

Il tribunale civile e correzionale di Firenze (sezione promiscua) alle istanze dei signori Ermanno, Faustina ed Elvira-Enrichetta del fu Momolo o Salomone Curiel e della fu Sara Dorfles nei Curiel, domiciliati in Firenze, emanò il seguente decreto: — ivi — Visti gli articoli 78 e 82 del regolamento approvato con R. decreto 8 ottobre 1870 num. 5942, in ordine all'Amministrazione del Debito Pubblico,

Ordina alla Direzione Generale del Debito Pubblico del Regno d'Italia che la rendita, consolidata tre per cento, di lire tremila quattrocentotrentatrè (lire 3433), inscritta sul Gran Libro del Debito Pubblico del Regno d'Italia, già vincolata e ridotta al portatore come da nota numero 31572 del protocollo e numero 127591 di posizione, sia liberamente consegnata ad Ermanno, Faustina ed Elvira-Enrichetta figli del fu Salomone o Momolo Curiel e della fu Sara Dorfles, come pure che l'altra rendita di lire 1683, di che nel certificato 1° aprile 1873 di num. 22792 e 119167 di posizione, sia svincolata e ridotta al portatore ed egualmente doversi la medesima consegnare ai suddetti figli di Salomone Curiel e di Sara Dorfles, ed ordina infine la pubblicazione del presente decreto nei modi e forme prescritte dalla legge.

Così deciso questo dì venticinque ottobre mille ottocentosettantatrè.

AVVISO. — 5742

(2ª *pubblicazione*)

Con decreto 13 ottobre 1873 del Regio tribunale civile e correzionale di Venezia fu autorizzata la translazione del certificato d'iscrizione al num. 5303 della rendita di lire 1666 52, Prestito L. V. 1859 e dell'altro certificato al num. 13472 della rendita di lire 1175, consolidato 1861, da Busetto Antonio detto Beo fu Francesco resosi defunto, al nome dei figli ed eredi di lui rappresentati da Francesco Busetto detto Beo, e il pagamento in mano di questi degli interessi maturati e maturandi. Di ciò si avvisa per esaurire la pratica voluta dall'articolo 89 del R. decreto 8 ottobre 1870, num. 5942.

Venezia, li 17 ottobre 1873.

Francesco Busetto detto Beo.

# INTENDENZA MILITARE DELLA DIVISIONE DI BOLOGNA

## AVVISO D'ASTA.

Essendo rimasto deserto l'incanto tenutosi oggi pella provvista del grano occorrente per l'ordinario servizio del pane ad economia presso i magazzini delle sussistenze militari di Bologna, Forlì e Modena, si procederà addì 24 novembre corrente, alle ore 3 pomerid., nell'ufficio suddetto, sito nel già palazzo Grassi, n° 1778, primo piano, strada di Mezzo San Martino, avanti l'intendente militare, al reincanto a partiti segreti di una tale provvista distinta come segue:

| Indicazione dei magazzini pei quali le provviste devono servire | Grano da provvedersi | | Num dei lotti | Quantità per cadun lotto | Rate di lotto | Somma per cauzione di cadun lotto | TEMPO UTILE PER LE CONSEGNE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Qualità | Quantità totale in quintali | | *Quintali* | | | |
| Bologna . . . | Nostrale | 1200 | 12 | 100 | 3 | L. 300 | La consegna della prima rata dovrà effettuarsi entro 10 giorni a partire da quello successivo alla data dell'avviso d'approvazione del contratto. Le altre 2 rate si dovranno egualmente consegnare in 10 giorni, coll'intervallo però di giorni 10 dopo l'ultimo del tempo utile tra una consegna e l'altra. |
| Forlì . . . . | Id. | 600 | 6 | 100 | 3 | » 300 | |
| Modena . . . | Id. | 600 | 6 | 100 | 3 | » 300 | |

Il grano da provvedersi dovrà essere crivellato, del raccolto dell'anno 1873, del peso non minore di chil. 75 all'ettolitro, e per la qualità ed essenza conforme al campione esistente in quest'ufficio e presso i suddetti panifici militari.

Le condizioni d'appalto sono visibili presso tutte le Intendenze militari delle località in cui verrà fatta la pubblicazione del presente avviso.

Gli accorrenti all'asta potranno fare offerte per uno o più lotti a loro piacimento, avvertendo però di specificare sulle stesse la località alla quale si riferisce la provvista.

Qualunque sia il numero degli accorrenti e delle offerte avrà luogo il deliberamento, il quale seguirà lotto per lotto a favore di colui che nella propria offerta segreta avrà proposto un prezzo maggiormente inferiore o almeno pari a quello segnato nella scheda segreta del Ministero, da servire di base all'incanto.

Nell'interesse del servizio i fatali, ossia termine utile per presentare l'offerta di ribasso non minore del ventesimo, sono fissati a giorni cinque decorribili dalle ore quattro pom. del giorno del deliberamento (tempo medio di Roma).

I partiti dovranno essere presentati in carta da bollo da lire una ed in piego suggellato.

Cominciate le operazioni d'asta per la provvista di grano per una località non saranno ulteriormente accettate offerte sebbene si riferiscano ad altra località.

Gli aspiranti all'impresa per essere ammessi a licitare dovranno rimettere a quest'ufficio la ricevuta comprovante il deposito provvisorio fatto nelle Casse dei depositi e prestiti e nelle Tesorerie provinciali della somma di lire trecento per ogni lotto.

I depositi potranno essere fatti in contanti od in cartelle del Debito Pubblico del Regno d'Italia, ma queste saranno unicamente ragguagliate al prezzo risultante dal corso legale di Borsa della giornata antecedente a quella in cui il deposito stesso verrà eseguito.

Sarà facoltativo agli aspiranti all'impresa di presentare i loro partiti alle Intendenze militari sopramentovate, dei quali partiti però sarà tenuto conto solo quando pervengano a quest'ufficio prima dell'apertura dell'incanto, e consti dell'effettuato deposito.

I partiti non suggellati o condizionati non saranno accettati.

Le spese tutte relative agl'incanti ed ai contratti, cioè di carta bollata, di copia, di diritto di segreteria, di stampa, pubblicazione degli avvisi d'asta e loro inserzione nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* e negli altri giornali sono a carico dei deliberatari, a cui carico cadono pure le spese per la tassa di registro, giusta le leggi vigenti.

Bologna, 17 novembre 1873.

6255 — *Il Sottocommissario di Guerra:* DUPRÈ.

# INTENDENZA MILITARE DELLA DIVISIONE DI VERONA

## Avviso di provvisorio deliberamento.

A termini dell'art. 98 del regolamento approvato con R. decreto 4 settembre 1870, n° 5852, si notifica che la provvista dei grani di cui nell'avviso d'asta dell'8 novembre scorso, n° 19, è stato in incanto d'oggi deliberato al seguente ribasso:

| Designazione dei magazzini | Grano da appaltarsi | | Diviso in lotti | | Prezzo per ogni quintale | Ribasso d'incanto per ogni cento lire | Rate di consegna | TEMPO UTILE PER LE CONSEGNE | Somma per cauzione di cadun lotto |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Qualità del genere | Quantità dei quintali | Num. | di quintali caduno | | | | | |
| VERONA | Nostrale | 1000 | 10 | 100 | L. 41 | Per l'intiera provvista L. 1 01 | 3 | La consegna della prima rata dovrà effettuarsi entro 10 giorni a partire da quello successivo alla data dell'avviso d'approvazione del contratto. Le altre due rate si dovranno egualmente consegnare in dieci giorni, coll'intervallo però di giorni dieci dopo l'ultimo del tempo utile tra una consegna e l'altra. | L. 300 |
| BRESCIA | Id. | 1000 | 10 | 100 | » 41 | Id. | 3 | | » 300 |

Epperciò il pubblico è diffidato che il termine utile ossia li fatali per presentare le offerte di ribasso non minore del ventesimo scadono all'una pomeridiana del giorno 22 del corrente mese (tempo medio di Roma) spirato qual termine non sarà più accettata qualsiasi offerta.

Chiunque intenda fare la suindicata diminuzione del ventesimo deve all'atto della presentazione della relativa offerta accompagnarla colla ricevuta del deposito suddescritto, uniformandosi ad un tempo a tutte le prescrizioni portate dal suddetto avviso d'asta.

Verona, 17 novembre 1873.

Per detta Intendenza Militare

6263 — *Il Sottocommissario di Guerra:* CIBO-OTTONE.

# COMUNE DI LAVELLO (Basilicata)

## Rivoca di avviso d'asta.

Si fa noto al pubblico che questo Consiglio comunale ha rivocato il deliberato col quale votava la vendita delle due tenute patrimoniali del comune suddetto, denominate Isca Lupo ed Isca Aquila, per motivi di interesse pubblico, e che quindi l'avviso d'asta del 10 ottobre ultimo, pubblicato nel n° 286 della presente Gazzetta, che ne aggiornava la vendita pel 30 novembre andante mese, rimane sospeso fino a nuovo editto.

Lavello, 16 novembre 1873.

Visto — *Il Sindaco* R. GRANDE.

*Il Segretario Comunale* Domenico Solimene.

6258

# R. PREFETTURA DELLA PROVINCIA DI VENEZIA

## Avviso di seguito deliberamento.

Nell'asta oggi tenutasi in relazione all'avviso 28 ottobre p. p., N. 17556, Div. I di questa prefettura, per l'appalto ripartito in dieci lotti della triennale fornitura alla casa di pena maschile alla Giudecca dei commestibili e combustibili, si ottennero le risultanze riportate nella sottoposta tabella.

Giusta il prescritto dal regolamento della contabilità generale dello Stato,

**Si rende noto:**

Che il termine utile per offrire, mediante schede segrete, il ribasso del ventesimo (fatali) sopra i prezzi ottenuti nella delibera, spira coll'ora Xª meridiana di lunedì 1° dicembre a. c.

Del resto stanno ferme le condizioni tutte espresse nel detto avviso 28 ottobre decorso, avvertendosi che ove fossero presentate più offerte per uno dei singoli lotti, sarà preferita la migliore, e se uguali si procederà a termini del regolamento.

Venezia, 15 novembre 1873.

6251 — *Il Segretario Prefettizio:* B. CODEMO.

TABELLA dimostrante i ribassi conseguiti nel primo esperimento d'asta per le forniture sottoindicate.

| Lotti | Generi da somministrarsi | IMPORTI di grida | IMPORTI di delibera | IMPORTI del deposito provvisorio |
|---|---|---|---|---|
| I | Pane . . . . . . . . . | 267,000 | 263,395 50 | 13,350 » |
| II | Carname . . . . . . . | 81,420 | 79,791 60 | 4,071 » |
| III | Vino ed aceto . . . . . | 28,000 | 27,678 » | 1,400 » |
| IV | Riso e legumi . . . . . | 47,540 | 46,327 73 | 2,377 » |
| V | Paste. . . . . . . . . | 30,990 | 27,999 46 | 1,549 » |
| VI | Patate, rape ed erbaggi. . | 21,985 | 20,874 76 | 1,100 » |
| VII | Olio e petrolio . . . . . | 13,680 | 13,577 40 | 684 » |
| VIII | Burro e cacio. . . . . . | 15,200 | 15,010 » | 760 » |
| IX | Combustibili . . . . . . | 35,400 | 35,276 10 | 1,770 » |
| X | Acqua potabile . . . . . | 8,400 | 8,064 » | 420 » |

# BANCA ITALO-GERMANICA

## AVVISO.

I possessori delle azioni della Banca Austro-Italiana e della Società Generale di Credito Immobiliare, munite del timbro di quietanza del versamento per la loro conversione in azioni della Banca Italo-Germanica, sono, per deliberazioni dei rispettivi Consigli d'amministrazione, ammessi da oggi al cambio effettivo delle dette loro azioni contro azioni italo-germaniche (godimento interessi dal 1° gennaio 1874) presso gli Uffici di questa stessa Banca:

in *Roma*, via Cesarini, 6.
in *Napoli*, via di Chiaja, 37.
in *Firenze*, via del Giglio, 9.
in *Milano*, via San Tommaso, 3.

Roma, 20 novembre 1873. — 6257

DELIBERAZIONE. — 6157

(1ª *pubblicazione*)

Il tribunale civile e correzionale di Napoli in 1ª sezione, con deliberazione del 27 ottobre 1873, ha ordinato alla Direzione del Debito Pubblico del Regno d'Italia d'intestare alla signora Chiara Boccia fu Gennaro le due partite di rendita, l'una di lire centocinquantacinque contenuta nel certificato sotto il numero 122879, in testa di Giacomina Fasano fu Giuseppe sotto l'amministrazione della madre Chiara Boccia; e l'altra di lire venti contenuta nel certificato sotto il numero 132877, in testa di Giacomina Fasano fu Giuseppe sotto l'amministrazione della detta sua genitrice.

Ordina esiandio d'intestare libere e senza vincolo alcuno con distinti certificati a Carlo e Carlotta Fasano fu Giuseppe, non che a Chiara Boccia fu Gennaro, ed a ciascuno lire venticinque, le annue lire settantacinque racchiuse nel certificato sotto il numero 87612, in testa dei minori Carlo, Carlotta e Giacomina Fasano fu Giuseppe sotto l'amministrazione della loro madre Chiara Boccia.

Calcedonio Melito.

AVVISO. — 5993

(2ª *pubblicazione*)

Il tribunale deliberando in camera di consiglio ordinava, con deliberazione del 23 luglio 1873, che la Direzione Generale del Debito Pubblico del Regno d'Italia intesti ai coniugi Filomena Russo fu Gaetano e Vincenzo Brignola fu Crescenzo la rendita di annue lire ottantacinque, rappresentata dal certificato 23 agosto 1862, dico ventitrè agosto mille ottocentosessantadue, iscritto al numero venticinquemila centottantatrè a favore della defunta Carolina Cipolla fu Francesco. — 31 ottobre 1873.

Nunzio Damiano proc.

Deliberazione per successione.

(2ª *pubblicazione*)

Il tribunale civile di Palermo con deliberazione del 18 ottobre 1873 ha ordinato che dalla Cassa dei depositi e dei prestiti in Firenze fossero liberamente pagate al signor Salvatore Di Bona fu Leonardo quelle lire seicento esistenti presso la detta Cassa giusta la cartella di deposito di num. 26122, per fondo spettante al surrogato ordinario Passalacqua Francesco del quinto reggimento bersaglieri, num. 11561 di posizione, categoria num. 4. E ciò per essere il detto Di Bona proprietario delle stesse lire seicento per donazione ricevuta da Nicolò Passalacqua, padre del detto titolare Francesco, or defunto ed unico di costui erede.

Fatto in Palermo li . . . . .

5960 — Salvatore Messina procuratore legale.

ESTRATTO DI DECRETO.

(2ª *pubblicazione*)

Decessa Maddalena Bai in Tabarrini sotto il giorno 24 dicembre 1872, il tribunale civile di Roma sull'istanza di Giacinta e Rosa Bai, la prima sorella germana, la seconda consanguinea alla defunta, e di Cesare, Matilde, Teresa, Amalia ed Ersilia Bai nepoti alla defunta, e l'ultima in rappresentanza della propria madre Caterina Arsellini, non che di Paolo Tabarrini marito alla defunta, con decreto del giorno 13 maggio 1873 ha ordinato lo svincolo del certificato n. 75193 rendita L. 125, e dell'assegno provvisorio n. 16444 rendita L. 1 93, intestati alla defunta suddetta, e renderli liberi al portatore e divisibili fra i coeredi medesimi a forma di legge.

6030 — Teodorico Gentili proc.

SOCIETÀ ITALIANA

# DEI CEMENTI E DELLE CALCI IDRAULICHE

## AVVISO.

Giusta la deliberazione 3 corrente mese del Consiglio d'amministrazione, ed in analogia ai precedenti avvisi, si invitano i signori azionisti che non hanno ancora effettuato il concambio dei certificati interinali in titoli definitivi, a volersi all'uopo presentare presso questa Società in Bergamo, o presso il Credito Milanese in Milano, affinchè si possa ultimare l'operazione entro l'anno corrente.

Bergamo, il 4 novembre 1873.

**Per il Consiglio d'Amministrazione**

6171 — *Il Direttore:* G. PICCINELLI.

# AVVISO DI CONCORSO.

Essendosi resa vacante la rivendita dei generi di privativa situata nel comune di Arluno, al n° 37, la quale deve effettuare le leve dei generi suddetti dal magazzino di Saronno, viene col presente avviso aperto il concorso pel conferimento della rivendita medesima, da esercitarsi nella località suaccennata e sue adiacenze.

Lo smercio verificatosi nella suddetta rivendita nell'anno precedente fu:

Riguardo ai tabacchi di . . . . . . . . . . . L. 5958 »
Id. al sale di. . . . . . . . . . . . . . » 4796 »

E quindi in complesso di L. 10754 »

L'esercizio sarà conferito a norma del Reale decreto 2 settembre 1871, num. 459 (serie seconda).

Chi intendesse aspirarvi dovrà presentare a questa Intendenza la propria istanza in bollo da centesimi cinquanta, corredata dal certificato di buona condotta, dagli attestati giudiziari e politici provanti che nessun pregiudizio sussiste a carico del ricorrente e da tutti i documenti provanti i titoli che potessero militare a suo favore.

I militari, gl'impiegati e le vedove, pensionati, dovranno aggiungere il decreto dal quale emerga l'importo della pensione di cui sono assistiti.

Il termine del concorso è fissato a tutto il giorno 31 dicembre 1873.

Trascorso questo termine le istanze presentate non saranno prese in considerazione e verranno restituite al producente per non essere state presentate in tempo utile.

Le spese della pubblicazione del presente avviso e quelle per la inserzione del medesimo nella *Gazzetta Ufficiale* e negli altri giornali a norma del menzionato decreto Reale, si dovranno sostenere dal concessionario della rivendita.

Milano, dall'Intendenza di Finanza, addì 4 novembre 1873.

6048 — *L'Intendente:* CACCIAMALI.

ESTRATTO PER LA NOMINA DEL PERITO.

Il dottor Salvatore cav. Cervelli, residente a Roma, e per elezione in Civitavecchia presso il signor procuratore Enrico avv. Baratti, ha fatto in data di oggi istanza all'illustrissimo signor presidente del tribunale civile di Civitavecchia affinchè si nomini un perito per procedere alla stima della tenuta di proprietà del comune di Canale e Monte Virginio, posta nel circondario delle ipoteche di Civitavecchia, territorio di Canale ed annessi, contrada Monterano, denominata la Bandita de' Bovi, della quantità di rubbia duecentoquarantotto, ed a forma del catasto di tavole censuali 4527 30, a corpo e non a misura, descritta nei numeri della mappa censuale di Civitavecchia 819, 820, 821, 1075, confinante a levante e mezzogiorno col fiume Mignone, a tramontana col territorio di Viano, ed a ponente col quarto di Frassineto, salvi altri ecc., sebbene i confini riportati nella mappa sieno da un lato per lungo tratto il fiume Mignone, ed in prossimità al medesimo la strada di Canale, che per qualche tratto interseca il detto fondo, ed in altro punto per breve tratto la strada di Monterano, che interseca detto fondo quasi nella sua estremità in prossimità parimenti del fiume suddetto, da altro lato per lunghissimo tratto il fosso detto Rafanello, da altro lato il territorio di Tolfa, sezione della comune di Viano, salvi altri ecc., della quale tenuta egli ha promossa la subastazione a carico della suddetta comune di Canale e Monte Virginio.

Roma, li 19 novembre 1873.

Giovanni Battista Ruggeri Pellegrini avv. proc. del sig. cav. dott. Cervelli.

6225

DECRETO. — 6240

(1ª *pubblicazione*).

Il tribunale civile e correzionale di Busto Arsizio, riunitosi in camera di consiglio nelle persone del cav. presidente Tagliabue, e giudici dottori Bonfanti e Mauro,

Dichiara di autorizzare come autorizza la Direzione Generale del Debito Pubblico ad operare la traslazione o tramutamento del certificato in ricorso menzionato di rendita italiana consolidato 5 per 0/0, in data 5 febbraio 1864, n. 82193, intestato Azimonti Rosa fu Giuseppe, di Milano, di annue lire 275, a favore dei di lei eredi, giusta le quote e Ditte in ricorso specificate, e cioè:

A Francesco Azimonti fu Giuseppe, domiciliato in Milano, la quota di L. 27 50;

A Giacomo Azimonti fu Giuseppe, interdetto e tutelato dall'avv. Luigi Bertolotti di Milano e presso lo stesso domiciliato, la quota di lire 27 50;

Ad Antonio Azimonti fu Giuseppe, ora defunto, e per esso le di lui figlie Leopoldina e Felicita, minori, domiciliate in Milano, e rappresentate dalla propria madre Teresa Riva vedova Azimonti, la quota insieme di lire 27 50;

A Filippo Azimonti fu Giuseppe, domiciliato in Milano, la quota di L. 27 50;

A Baldassare Azimonti fu Giuseppe, domiciliato in Milano, la quota di L. 27 50;

Ad Alessandro Azimonti fu Carlo, domiciliato in Milano, minorenne, rappresentato dalla propria madre Maria Sanmartino, la quota di lire 68 75;

A Leopoldo Azimonti fu Carlo, domiciliato in Milano, minorenne, rappresentato dalla propria madre Maria Sanmartino, la quota di lire 68 75.

In totale L. 275.

Busto Arsizio, li 27 agosto 1873.

Il presidente Tagliabue.

Perazzi cancelliere.

DICHIARAZIONE.

(1ª *pubblicazione*)

Per gli effetti di legge si pubblica la seguente dichiarazione, stata presentata alla R. Prefettura di Milano.

(Bollo da cent. 50) (La Prefettura di Milano il 7 novembre 1873.)

R. PREFETTURA PROV. DI MILANO.

Il sottoscritto Francesco Pagnoni, editore tipografo in Milano, via Solferino, n. 7, cui fu rilasciato dalla Prefettura in data 29 settembre 1873, registro n. 665, un certificato di deposito dell'opera *I Promessi Sposi* di Alessandro Manzoni colla data 19 agosto 1873, mentre intende giovarsi della facoltà concessa dagli articoli 9 e 28 della legge 25 giugno 1865, dichiara di voler riprodurre per mezzo della stampa la seconda edizione di suddetta opera in numero di diecimila esemplari, che saranno posti in vendita al prezzo di lira UNA cadauno, obbligandosi a pagare il premio del ventesimo agli aventi diritto.

Il sottoscritto si riserva di presentare nel termine di un mese gli esemplari dei giornali in cui dev'essere inserta questa dichiarazione, e si obbliga di depositare due esemplari della suddetta seconda riproduzione.

Francesco Pagnoni

Milano, il 7 novembre 1873.

R. PREFETTURA PROV. DI MILANO.

(*Registro n.* 696).

La dichiarazione suesteea venne presentata a questa Prefettura il dì sette novembre mille ottocento settantatrè, alle ore dodici meridiane.

*Per il Segretario della Prefettura*

P. Granata sottosegr.

(Con bollo della R. Prefettura di Milano) — 6243

AVVISO. — 6229

Achille De Martino, nato in Piano e residente in Sant'Agnello, ha fatto domanda a S. M. il Re per cambiare il suo cognome in quello di Ambrogi. Con decreto Ministeriale 13 ottobre ultimo egli è stato autorizzato a compiere le relative pubblicazioni.

Chiunque abbia interesse di opporsi, lo potrà nel termine di quattro mesi.

ESTRATTO DI DECRETO.

(1ª *pubblicazione*)

Il R. tribunale civile e correzionale di Milano con suo decreto 9 ottobre 1873, n. 994, autorizzò la Direzione del Debito Pubblico a tramutare in una cartella al portatore del Debito Pubblico del Regno d'Italia, consolidato 5 per 0/0, della rendita di lire 70, godimento 1° luglio 1873, il certificato n. 61448 del Debito Pubblico medesimo, in data di Firenze 14 maggio 1872, n. 91963 del registro di posizione, della rendita di lire 70, inscritta a favore di Granata Erminio, Temistocle, Arturo, Ersilia, Teresa, Enrichetta ed Adelaide, figli minori di Luigi e dei nasciturì del medesimo e di sua moglie Ernesta Manzoni, domiciliati in Milano, via della Cerva, n. 2, godimento 1° luglio 1873.

Secco Suardo vicepresidente.

6241 — D'Adda vicecancelliere.

REGIA CORTE DEI CONTI.

Roma, 16 novembre 1873.

Il sottoscritto usciere presso il tribunale civile di Roma sulla dimanda del Ministero della Marina ed a nome di S. E. il procuratore generale della sullodata Corte che ha depositato gli atti presso la segreteria della Corte medesima, ho citato Stendardo Vincenzo già ufficiale pagatore presso la Commissione amministrativa marittima per le provincie venete, d'ignoto domicilio, a comparire personalmente, o per mezzo di procuratore, avanti la terza sezione della Corte dei conti nella udienza del giorno 30 aprile 1874 per sentirsi condannare al pagamento di L. 4000 risultante dall'ordine di pagamento n. 172, intestato ai responsali della pirocorvetta *Governolo*, unitamente agli interessi legali e spese del giudizio, e fu stabilito a tutto il giorno venti aprile il termine utile alla presentazione dei documenti.

6183 — Mazzei Lorenzo usciere.

REGIA CORTE DEI CONTI.

Io sottoscritto usciere presso il tribunale civile di Roma ho intimato al sig. Gaetano Lanzetta Sabatini già caporale nel corpo degli invalidi, d'ignoto domicilio, che il procuratore generale presso la Corte dei conti ha emesso reclamo contro la deliberazione della Corte dei conti, sezione seconda, emessa li 5 luglio 1873, colla quale fu assegnata al Lanzetta la pensione di annue lire 432, e chiede che piaccia alla sullodata Corte in sezioni unite di revocare la deliberazione suddetta, riducendo la pensione ad annue lire 360, colla condanna del medesimo Gaetano Lanzetta Sabatini alle spese quante volte si presenti opponente al presente reclamo.

Roma, 16 novembre 1873.

6184 — Mazzei Lorenzo usciere.

R. PRETURA DEL II MANDAMENTO DI ROMA.

Accettazione d'eredità col beneficio dell'inventario.

L'anno 1873, il dì 12 novembre in Roma, nella cancelleria del mandamento suddetto ed innanzi al sottoscritto cancelliere, è comparsa la signora Adelaide De Maria di Luigi, bolognese, domiciliata da molti anni in Roma, al vicolo Del Cinque, n. 16, vedova del signor Giovanni Fantini Bonvicini, ed ha dichiarato che nel 10 luglio ultimo scorso moriva in Roma il suo marito Giovanni Fantini Bonvicini, lasciandola superstite coll'unica loro figlia Giovannina, di circa anni nove. Col presente atto quindi accetta l'eredità del fu consorte anche a nome della piccola figlia, sempre però col beneficio della legge e dell'inventario, e per ogni effetto elegge il suo domicilio nella di sopra indicata casa.

6156 — Il canc. Gennaro Preca.

DECRETO.

(1ª *pubblicazione*)

Il R. tribunale civile e correzionale di Milano, sezione IIª ferie, composto dai signori: Sanchioli Giuseppe vicepresidente — Valle dottor Paolo e Bianchi dott. Lodovico giudici, radunati in camera di consiglio, autorizza la Direzione Generale del Debito Pubblico ad operare il tramutamento in una cartella al portatore del certificato in data da Milano 14 aprile 1864, n. 38232, della rendita di lire 180 consolidato al 5 per cento con godimento 1° gennaio 1864, intestato a favore di Cardani Giuseppe fu Francesco, domiciliato in Castano, circondario di Abbiategrasso, provincia di Milano, rilasciando la nuova cartella alla madre dei minori suddetti Pacagnini Luigia o chi per essa.

Milano dal tribunale civile e correzionale, li 4 ottobre 1873.

6242 — Sott. G. Sanchioli.

Cassa Centrale di Risparmj e Depositi di Firenze.

Prima denunzia di un libretto condizionato smarrito, segnato di n. 40, per la somma di lire 117 60, intitolato Taviani Argia ecc.

Ove non si presenti alcuno a vantare diritti sopra il suddetto libretto sarà dalla Cassa Centrale riconosciuto per legittimo creditore il denunziante.

Firenze, li 29 ottobre 1873. — 6170

Cassa Centrale di Risparmj e Depositi di Firenze.

Terza denunzia di due libretti smarriti della Serie 3ª, segnato il 1° di numero 129783, intitolato Alberti contessa Giuseppina 1° per la somma di L. 1400 ed il 2° di n. 129784, intitolato Alberti contessa Giuseppina 2° per la somma di L. 600.

Ove non si presenti alcuno a vantare diritti sopra i suddetti libretti sarà dalla Cassa Centrale riconosciuto per legittimo creditore il denunziante.

Firenze, li 11 novembre 1873. — 6169

FEA ENRICO, Gerente

ROMA — Tip. Eredi Botta.